

**COMPTES CONSOLIDÉS  
SEMESTRIELS CONDENSÉS**

**30 juin 2013**

# CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

## Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2013

### I. Activité

- Pôle bancassurance France

Sur le plan de l'activité économique, le 1<sup>er</sup> semestre 2013, comme celui de 2012, aura été marqué par une croissance négative au 1<sup>er</sup> trimestre et probablement nulle au 2<sup>ème</sup>. Ce climat quasi récessif se retrouve dans toute l'Europe, à l'exception notable de l'Allemagne et a conduit la BCE à baisser son taux directeur à 0.50% au mois de mai, poussant les taux bancaires à des niveaux planchers jamais vus.

Dans ce contexte, la collecte d'épargne du réseau du CMNE, à l'instar des autres banques françaises, s'est déplacée du terrain bancaire vers le terrain de l'assurance mais, à la différence de nombreux concurrents, l'activité de crédit immobilier a légèrement progressé, récoltant ainsi les fruits d'une politique constante en matière de prix et de risques.

En matière d'épargne, la baisse est très nette avec 198 M€ de collecte contre 335 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2012.

Ce chiffre global cache une réalité très différenciée : l'épargne bancaire à proprement parler s'est effondrée de 111 M€ à 16 M€ tandis que l'épargne assurance progressait de 198 M€ à 232 M€. La collecte de parts sociales est légèrement négative de 4 M€ contre une collecte positive de 64 M€ et l'épargne financière a accentué sa décollecte à 45 M€ contre 37 M€

En matière de crédit, la constance de la politique du CMNE en termes de risque, de prix et de défense des marges qui permet d'assurer une présence continue auprès de la clientèle, a permis d'engranger une production très proche de celle du 1<sup>er</sup> semestre 2012, là où les principaux concurrents du CMNE ont connu un recul plus ou moins marqué.

Ainsi le 1<sup>er</sup> semestre 2013 a vu une production de 960 M€, contre 989 M€ en 2012, répartie en 540 M€ à l'habitat, contre 532 M€, 252 M€ en crédit consommation, contre 284 M€ et 167 M€ aux professionnels, contre 172 M€.

En assurance IARD, le CMNE est plutôt en avance sur son plan de marche dans un contexte de marché à croissance quasi nulle, même si, en valeur absolue, les chiffres 2013 sont en retrait par rapport à ceux de 2012. Ainsi, la production en assurance de biens a baissé de 33 M€ à 31 M€ et en assurance de personnes de 43 M€ à 35 M€. L'assurance santé a baissé de 11 M€ à 9 M€ et la prévoyance a baissé de 32 M€ à 26 M€.

L'érosion du fonds de commerce s'est sensiblement atténuée avec une baisse de 2000 clients sur le 1<sup>er</sup> semestre. Il compte désormais 1.036.000 clients.

- Pôle bancassurance Belgique

Au cours du premier trimestre 2013, **BKCP Banque** a fait évoluer son réseau de distribution physique. Non seulement les agences d'OBK Bank ont été intégrées dans le réseau BKCP, mais également la gamme de produits offerts a été totalement intégrée et la marque OBK Bank a été retirée du marché. Par ailleurs, une migration informatique a eu lieu afin d'intégrer la clientèle OBK sur la plateforme Thaler/PTB de BKCP.

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2013

Durant la même période, le réseau des agents délégués a été restructuré en mettant fin à la collaboration avec 22 d'entre eux. Ceci a permis de rebâtir un réseau optimisé à 48 points de vente. Tous les agents délégués ont signé un nouveau contrat de collaboration, spécifiant plus clairement le rôle et les responsabilités de chacun.

Au mois d'avril, une nouvelle agence salariée du BKCP a été ouverte sur le « Kouter » à Gand. Cette localisation est une vitrine importante pour la banque en Flandre Orientale. Le réseau des agences salariées, après l'intégration des 5 agences OBK, totalise 49 points de vente.

Au niveau des produits et services, notons le démarrage d'une collaboration structurelle avec La Française et, depuis le début de 2013, les produits structurés vendus par BKCP Banque sont développés par la filiale de gestion du Groupe CMNE.

En termes de production, l'activité crédit fait mieux que se maintenir, malgré un contexte économique difficile caractérisé par un fort ralentissement de la demande de crédits professionnels à l'inverse de la demande de crédits hypothécaires qui reste soutenue. Ainsi, la production s'élève à 178 M€ par rapport à 171 M€ dans la même période 2012.

Les encours de l'épargne long terme continuent de progresser malgré des mesures fiscales contraignantes prises par le gouvernement (taxe à l'entrée de l'épargne assurance augmentée de 1.1% à 2%) qui ont lourdement pesé sur la production : 13M€ comparé à 52 M€ au 1<sup>er</sup> semestre de 2012. Ainsi, le PNB à fin juin est en ligne avec le budget 2013 à 41.5 M€ par rapport à 35.5 M€ en juin 2012.

Enfin, le 1<sup>er</sup> semestre 2013 a vu la conclusion d'un accord avec les parties concernées sur un litige important qui subsistait chez OBK Bank et la transaction réalisée avec les curateurs de ce dossier a été homologuée par le tribunal de commerce compétent.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013, le processus de reprise de l'ex Citibank Belgium a franchi plusieurs étapes déterminantes :

Tout d'abord, le 21 mai a vu le lancement d'un nouveau nom et d'une nouvelle marque : **Beobank**. Cette opération à caractère stratégique a vu le changement en 48h de 192 enseignes et le lancement d'une intense campagne de publicité qui a permis au nouveau nom d'atteindre une notoriété de 46% dès la fin du mois de juin.

Parallèlement à cette opération de changement de nom, le projet de migration de l'ensemble des systèmes informatiques a été poursuivi et l'ensemble des migrations programmées pour le premier semestre a été effectué avec succès.

A l'instar de BKCP, les relations financières avec le réseau d'agents délégués a été entièrement revu dès le mois de janvier, levant ainsi une condition préalable au succès de la relance commerciale en cours.

Un nouveau contrat de carte de crédit « co-brand » avec Q8, deuxième réseau de stations-services en Belgique a été signé et la carte lancée en juin 2013. Les premiers résultats enregistrés en nombre de cartes vendues dépassent les attentes.

C'est dans ce contexte de relance de l'activité que la banque a généré un PNB de 101M€ et acquis 13.584 nouveaux clients au cours du 1<sup>er</sup> semestre.

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2013

- Pôle entreprises

Le 1<sup>er</sup> semestre 2013 a prolongé en les accentuant les tendances de la fin 2012 : ralentissement des investissements consécutif à une chute souvent brutale des carnets de commandes, notamment chez les entreprises orientées vers les produits d'équipement des ménages, tensions de trésorerie et demandes régulières d'échelonnement de la dette. Avec l'arrivée de l'été, la visibilité reste limitée sans non plus assister à un effondrement.

Dans ce contexte économique atone, la BCMNE est touchée par la défaillance de quelques clients, venant impacter pour la 1<sup>ère</sup> fois son portefeuille ETI et la conduisant à fin juin à doter une ligne de provisions très alourdie par rapport aux exercices précédents. Mais ses encours de crédits sains progressent néanmoins de plus de 10 % sur 1 an, permettant d'afficher une évolution positive de son PNB.

Les filiales de crédit-bail résistent mieux sur le risque et voient leurs encours progresser à un rythme qu'on peut qualifier de convenable. A noter la fusion réalisée au 30 juin entre les sociétés de crédit-bail immobilier Bail Immo Nord et Batiroc Normandie, l'ensemble prenant le nom de NORD EUROPE LEASE.

- Pôle assurances

La production de NEA s'est élevée à 587 M€ au premier semestre 2013 en hausse de 3% : 467 M€ pour ACMN Vie (+2%), 47 M€ pour NELL (+3%) et 72 M€ pour ACMN IARD (+6%).

En assurance vie, les cotisations observées sur le marché sont en hausse de 9 % au premier semestre tandis que les cotisations d'assurance vie du pôle NEA sont en hausse de 2% en raison d'un recentrage sur le groupe CMNE. Les versements sur les supports en Unités de comptes ont représenté 18,6% de la production en épargne contre 13,2% à fin juin 2012.

Les prestations vie (sinistres + rachats) de NEA sont en baisse de 9%. Annualisé le taux de prestations sur encours s'élève à 8,4% contre 9,5% à fin juin 2012.

Les provisions mathématiques du pôle assurances s'établissent à 11.0 Md€ à fin juin (+3%). Avec 1,3 Md€, la part des supports en unités de compte dans l'ensemble des provisions mathématiques est de 14,0% contre 12,4% un an auparavant.

Les primes en provenance du réseau CMNE représentent 58% de la production d'ACMN Vie et 52% de l'encaissement du pôle. Elles progressent de 17% et les prestations sont en baisse de 12%. Ces résultats se situent favorablement par rapport à l'activité vie des bancassureurs (progression moyenne : + 15% pour le chiffre d'affaires et -11% pour les prestations)

En assurance dommage, la progression des cotisations est de 6% pour ACMN IARD, soit sensiblement plus que le marché (+3%) et le niveau de sinistralité au 30 juin reste favorable dans la continuité des exercices 2011 et 2012.

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2013

- Pôle gestion pour compte de tiers

Les encours gérés par le Groupe La Française ont atteint fin juin 2013 un niveau d'environ 38 milliards d'euros, contre 37,2 milliards d'euros à fin 2012.

Cette évolution est liée à une collecte nette positive d'environ 600 millions d'euros depuis le début de l'année, dans un contexte persistant d'aversion au risque de la part des investisseurs et d'une « avalanche » règlementaire conduisant à la réduction des marges des sociétés de gestion.

Les classes d'actifs qui portent cette collecte sont principalement l'immobilier (+ 386 M€), toujours perçu comme la valeur refuge, et le monétaire (+ 280 M€ environ). A noter également un intérêt marqué des investisseurs pour les offres différenciantes du Groupe, à l'image des fonds à échéance, du fonds global crédit proposé en partenariat avec S&P Capital IQ, ou des fonds Actions Chine et Actions Asie.

En termes de segment de clientèle, ce début d'année a été marqué par le développement significatif de l'international, avec une collecte nette d'environ 575 M€ qui a porté les encours sous gestion à un niveau de 2,6 milliards d'euros.

Le premier semestre 2013 a également vu le démarrage réussi des nouvelles activités du Groupe La Française.

La nouvelle branche de Solutions d'Investissement a ainsi été lancée autour d'une société de gestion, LFIS, dont les premiers fonds ont été agréés et de la succursale française de La Française Bank qui accompagne les différentes entités du Groupe dans le montage d'EMTN.

De même, l'activité de dette immobilière a été lancée avec la création d'un fonds commun de titrisation de droit français et d'un organisme de titrisation de droit luxembourgeois.

Par ailleurs, le premier semestre 2013 a vu la mise en œuvre de nouveaux projets visant à améliorer la couverture de la clientèle retail.

Ainsi, UFG Courtage sera fusionnée avec la plateforme Cholet Dupont Partenaires : ce rapprochement donnera naissance, sous la nouvelle marque CD Partenaires, à la 2<sup>ème</sup> plateforme de distribution du marché français, dont le groupe La Française détiendra environ 73% du capital.

De même, a été lancée une nouvelle structure de prise de participations, Next Advisor, dédiée à l'accompagnement des acteurs indépendants de la distribution, en France et à l'étranger et ce début d'année a vu le développement de synergies entre le Groupe La Française et les réseaux BKCP et Beobank, autour d'offres spécifiques.

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2013

#### II. Les risques

A la fin de 2011, les marchés attendaient d'un jour à l'autre la faillite de la Grèce. Au printemps de 2012, c'était celle de l'Espagne qui était redoutée. Aujourd'hui, c'est celle du Portugal.

Au-delà du cycle des angoisses, ce qui est le plus intéressant dans le psychodrame portugais, c'est que ce pays était cité comme le « bon élève » des pays sauvés par l'Union Européenne après avoir appliqué scrupuleusement les mesures d'austérité exigées par les bailleurs de fonds : FESF et FMI.

Seulement, les technocrates avaient oublié les contraintes de la démocratie et le gouvernement portugais s'est brutalement retrouvé privé de tout soutien populaire, plusieurs ministres démissionnant par solidarité avec un peuple « fatigué par l'austérité », comme l'a reconnu José Barroso, lui-même.

Vouloir agir sur le ratio dette/PIB en ne regardant que le numérateur revient à nier l'effet de transmission des dépenses publiques dans la croissance. C'est pourquoi, le conseil Ecofin du 21 juin a consacré l'idée que la réduction des dépenses publiques devait être poursuivie avec détermination mais en préservant les investissements, autant pour entretenir l'espoir d'une population que pour éviter un effondrement du PIB.

Au début de 2012, l'inflation n'était plus une préoccupation majeure pour la BCE. Au début de 2013, la BCE regrette qu'il n'y en ait pas assez. En effet, dans son rapport sur l'année 2012 publié en avril dernier, la BCE faisait remarquer que hors variation de TVA, le chiffre officiel de la zone euro de 2.5% devait être revu à 2.1% et que hors les prix alimentaires et énergétiques, elle tombait à 1.2%, la France n'échappant pas à cette « relecture » avec respectivement 2.2% et 1.2%.

En ce qui concerne le marché des actions, qui a connu une très vive hausse sur les cinq premiers mois de l'année avant de connaître un coup d'arrêt brutal devant le discours ambigu de la FED sur le maintien de sa politique accommodante, l'instabilité observée souligne deux caractéristiques fondamentales de ce marché : d'une part l'inquiétude qui pèse sur la croissance mondiale, même si les Etats-Unis sont manifestement « revenus à meilleure fortune » et, d'autre part, le côté « investissement par défaut » de la part d'opérateurs qui ne savent plus comment faire face à des taux d'intérêts aussi bas.

#### Exposition au risque de dettes souveraines :

Les encours sur les titres souverains ne sont portés que par la compagnie d'assurance et, dans une faible mesure, par la banque OBK qui détenait ces titres antérieurement à son rachat par le CMNE.

Les encours sur les « pays à risque » sont résumés dans le tableau suivant :

Pays	NEA	OBK
Italie	84 M€	8 M€
Espagne	10 M€	4 M€
Portugal	6 M€	3 M€
Irlande	28 M€	-

## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2013

#### Exposition au risque de certaines banques européennes

La Caisse Fédérale et sa filiale belge, Crédit Professionnel SA, détiennent des encours sur les banques italiennes, espagnoles et portugaises qui sont résumés dans le tableau suivant. Il convient de noter que les impacts en capitaux propres ou en compte de résultat sont très faibles, soit parce que les valeurs au 30 juin sont très proches des valeurs d'acquisition, soit parce que le classement comptable en HTM (norme IFRS) n'impacte ni les capitaux propres, ni le compte de résultat.

	CF CMNE		CP sa
	Arbitrage	Placement	Placement
Banca Intesa (It)	15 M€. Classement AFS. Impact : +80 K€ en capitaux propres.	78 M€. Classement HTM. Latent : -480 K€. Pas d'impact.	20 M€. Classement en AFS. Impact : -130 K€ en capitaux propres.
Unicredito (It)			20 M€. Classement en AFS. Impact : -130 K€ en capitaux propres.
Banco Santander (Esp)			5 M€. Classement en AFS. Impact : -42 K€ en capitaux propres.
BBVA (Esp)		2M€. Classement HTM. Latent : proche de 0. Pas d'impact.	
Caixa Geral de Depositos (Port)			2.5 M€. Classement en HTM. Latent : proche de 0. Pas d'impact.
Banco Espirito Sancto (Port)		9M€. Classement HTM. Latent : + 100 K€. Pas d'impact.	

Lors du rachat de la banque OBK en mars 2012, le groupe CMNE a hérité un portefeuille d'actifs très divers qui a nécessité une attention particulière. Bien que certains titres soient presque totalement illiquides, le risque final porté reste contenu et a conduit à des provisions d'un montant relativement faible (6.3 M€ au 30 juin 2013, en totalité sur le portefeuille d'ABS). Par ailleurs, à chaque fois que l'opportunité s'est présentée, OBK a revendu les lignes qui lui paraissaient les plus sensibles.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution de ce portefeuille.

En millions d'euros

	31/03/2012			31/12/2012			30/06/2013		
	BE gaap	MTM	R.Latent	BE gaap	MTM	R.Latent	BE gaap	MTM	R.Latent
Etat	147.9	145.7	-2.2	147.3	152.1	+4.8	124.3	127.6	+3.3
Régions	49.6	48.4	-1.2	49.3	49.1	-0.2	44.2	44.6	+0.4
Banques	68.5	64.4	-4.1	55.5	53.6	-1.9	36.0	34.6	-1.4
Assurances	4.9	4.9	0	4.9	4.9	0	4.9	5.0	+0.1
ABS	95.1	79.1	-16.0	71.9	63.8	-8.1	68.6	60.9	-7.7
Corporate	9.0	8.8	-0.2	9.0	9.1	+0.1	8.0	8.1	+0.1
<b>TOTAL</b>	<b>375.0</b>	<b>351.3</b>	<b>-23.7</b>	<b>338.0</b>	<b>332.8</b>	<b>-5.2</b>	<b>286.1</b>	<b>280.9</b>	<b>-5.1</b>

# CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

## Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2013

### Perspectives d'évolution

Le 2<sup>ème</sup> semestre de l'année a peu de chance d'être différent du 1<sup>er</sup>. La politique de la BCE ne devrait pas évoluer compte tenu de la faiblesse de la croissance et malgré un risque de retour de l'inflation qui commence à se préciser.

La zone de chalandise de la **banque de détail** étant particulièrement affectée par une économie en quasi récession, l'objectif fondamental du réseau est de poursuivre la dynamique observée au 1<sup>er</sup> semestre qui tranche assez nettement avec la concurrence. Plus particulièrement, le maintien d'une croissance positive dans le crédit habitat constitue un objectif ambitieux mais atteignable, tandis que la collecte en assurance devrait être confortée par la très récente baisse du taux du Livret A.

**En Belgique**, BKCP Banque va continuer à travailler sur le développement de son fonds de commerce. Un outil important dans ce contexte sera la mise à disposition du réseau d'un système automatisé d'« alertes commerciales » qui permettra de renforcer sa proactivité. Par ailleurs, la réalisation des projets court et moyen terme du programme Credo amènera un gain important en efficacité aussi bien au niveau du siège que dans le travail en agence.

Au cours du 2<sup>ème</sup> semestre BKCP lancera, avec La Française, le BKCP Core Fund, un fonds de fonds amené à jouer un rôle central dans l'offre épargne long terme.

Pour sa part, le programme de migration informatique restant à réaliser continuera de constituer le défi majeur de Beobank mais, sur le plan de la production, l'impact de l'effort marketing engagé depuis mai devrait se traduire par une augmentation significative des volumes.

Un processus d'embauches de 50 collaborateurs supplémentaires est également en cours pour rapatrier le service de support aux clients actuellement fourni par Citibank à Barcelone.

Les prévisions établies il y a 1 an par le **Pôle Entreprises** se sont avérées justes quant au comportement annoncé très prudent des chefs d'entreprises en matière de développement. Les bases ne s'étant pas améliorées, loin s'en faut, le Pôle Entreprises est obligé d'accentuer encore sa vigilance sur le risque tout en maintenant l'objectif affiché, et pouvant paraître contradictoire, d'élargir sa base clients, car les périodes de ralentissement économique peuvent aussi offrir des opportunités d'entrée en relation pour les banques régionales.

Pour le **Pôle Assurances**, les aléas réglementaires sur le calendrier d'application et sur le contenu de certains points essentiels de la réforme Solvabilité II demeurent une contrainte difficile à gérer.

La politique d'investissement d'ACMN Vie va devoir intégrer un environnement économique dans lequel la baisse des taux longs semble s'être arrêtée, sans que l'on puisse parler pour autant d'un renversement de tendance.

Dans ce contexte incertain, les objectifs d'activité commerciale pour le 2<sup>ème</sup> semestre de 2013 sont d'atteindre une stabilité des encours gérés (hors capitalisation) sur les fonds euros, un accroissement de la part des contrats en unités de compte et de poursuivre le développement des assurances de biens et de personnes.

En ce qui concerne le **Pôle Gestion pour Compte de Tiers**, le Groupe La Française compte poursuivre son développement en s'appuyant sur la complémentarité de ses expertises ainsi que des synergies issues d'une part de ses différents segments de clientèle et d'autre part de sa collaboration avec les autres entités du Groupe CMNE.



## CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

### Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2013

La hausse de ses encours constatée au cours du premier semestre 2013 devrait se poursuivre au second semestre, en étant soutenue par :

- l'aboutissement de discussions entamées avec plusieurs prospects autour de solutions immobilières originales (club deals, fonds dédiés...)
- l'accélération du développement international du Groupe
- la confirmation du lancement réussi des nouvelles activités du Groupe : Solutions d'Investissement, dette immobilière.

Enfin, La Française est entrée en discussion exclusive avec le Groupe OFI pour étudier le rapprochement de leurs filiales respectives dédiées à l'incubation, NEXT AM et New Alpha AM. Si ces discussions sont concluantes, elles permettront de créer le premier acteur européen du marché de l'incubation en gestion d'actifs.

=====

## Attestation du responsable de la publication du rapport d'activité semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Lille, le 6 août 2013

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Eric Charpentier', written over a horizontal line.

**Eric Charpentier**  
Directeur Général

# **GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé  
59000 Lille

---

## **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013

## **GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé  
59000 Lille

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013

---

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.


Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

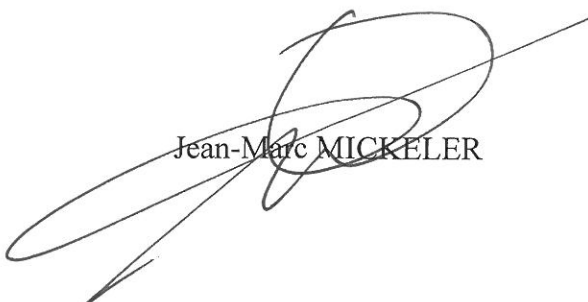
Neuilly-sur-Seine et La Défense, le 7 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

DELOITTE & ASSOCIES

  
Michel BARBET-MASSIN

  
Jean-Marc MICKELER

**BILAN PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2013

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
<b>Caisse, Banques centrales - Actif</b>	<b>1</b>	<b>503 426</b>	<b>427 902</b>	<b>75 524</b>	<b>17,65%</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>2</b>	<b>10 285 765</b>	<b>9 976 965</b>	<b>308 800</b>	<b>3,10%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - Trading		-	-	-	-
- Effets publics et valeurs ass. - JVO		-	-	-	-
- Obligations et autres T.R.F. - Trading		46 204	5 706	40 498	709,74%
- Obligations et autres T.R.F. - JVO		4 241 125	4 242 212	(1 087)	(0,03)%
- Actions et autres T.R.V - Trading		221 028	262 479	(41 451)	(15,79)%
- Actions et autres T.R.V - JVO		5 740 094	5 443 819	296 275	5,44%
- Prêts et créances sur EC - JVO		-	-	-	-
- Prêts et créances sur la clientèle - JVO		-	-	-	-
- Dérivés et autres actifs fin. - Trading	<b>4</b>	<b>37 314</b>	<b>22 749</b>	<b>14 565</b>	<b>64,02%</b>
<b>Instruments dérivés de couvert. - Actif</b>	<b>2, 3, 4</b>	<b>62 223</b>	<b>57 303</b>	<b>4 920</b>	<b>8,59%</b>
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>2, 5, 8</b>	<b>6 406 809</b>	<b>6 524 665</b>	<b>(117 856)</b>	<b>(1,81)%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - DALV		490 662	528 700	(38 038)	(7,19)%
- Obligations et autres T.R.F. - DALV		5 478 434	5 290 526	187 908	3,55%
- Actions, TAP et autres T.R.V. - DALV		282 784	549 503	(266 719)	(48,54)%
- Participations et ATDLT - DALV		31 715	32 669	(954)	(2,92)%
- Parts dans les entreprises liées - DALV		123 214	123 267	(53)	(0,04)%
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>1 &amp; 8</b>	<b>4 619 143</b>	<b>4 196 459</b>	<b>422 684</b>	<b>10,07%</b>
- Prêts sur les établissements de crédit		4 619 143	4 196 459	422 684	10,07%
- Oblig. et ATRF NC / marché actif - EC		-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>6 &amp; 8</b>	<b>15 330 760</b>	<b>15 309 106</b>	<b>21 654</b>	<b>0,14%</b>
- Prêts sur la clientèle		14 140 049	14 144 245	(4 196)	(0,03)%
- Oblig. et ATRF NC / marché actif - CL		-	-	-	-
- Location financement bailleur - Op de CB		910 801	896 047	14 754	1,65%
- Location financement bailleur - Op de LS		279 910	268 814	11 096	4,13%
<b>Ecart de réévaluation des PTF couverts en taux</b>	<b>3</b>	<b>23 000</b>	<b>58 330</b>	<b>(35 330)</b>	<b>(60,57)%</b>
<b>Actifs détenus jusqu'à l'échéance</b>	<b>7 &amp; 8</b>	<b>1 184 278</b>	<b>1 368 302</b>	<b>(184 024)</b>	<b>(13,45)%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - DJM		73 583	73 402	181	0,25%
- Obligations et autres T.R.F. - DJM		1 110 695	1 294 900	(184 205)	(14,23)%
<b>Actifs d'impôt courants</b>	<b>10</b>	<b>59 357</b>	<b>79 564</b>	<b>(20 207)</b>	<b>(25,40)%</b>
<b>Actifs d'impôt différés</b>	<b>10</b>	<b>85 806</b>	<b>96 764</b>	<b>(10 958)</b>	<b>(11,32)%</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>11</b>	<b>419 986</b>	<b>388 954</b>	<b>31 032</b>	<b>7,98%</b>
- Autres actifs		264 636	263 637	999	0,38%
- Comptes de régularisation - Actif		129 338	100 702	28 636	28,44%
- Autres actifs d'assurance		26 012	24 615	1 397	5,68%
<b>Actifs non courants dest. à être cédés</b>		<b>2 222</b>	<b>2 422</b>	<b>(200)</b>	<b>(8,26)%</b>
<b>Participation aux bénéfices différée</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Participations dans les entreprises MEE</b>	<b>12</b>	<b>122 405</b>	<b>118 021</b>	<b>4 384</b>	<b>3,71%</b>
<b>Immeubles de placement</b>	<b>13</b>	<b>49 512</b>	<b>49 720</b>	<b>(208)</b>	<b>(0,42)%</b>
<b>Immobilisations corporelles et LF preneur</b>	<b>14</b>	<b>222 780</b>	<b>218 060</b>	<b>4 720</b>	<b>2,16%</b>
- Immobilisations corporelles		222 780	218 060	4 720	2,16%
- Location financement preneur		-	-	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>14</b>	<b>46 015</b>	<b>29 525</b>	<b>16 490</b>	<b>55,85%</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>15</b>	<b>197 039</b>	<b>197 039</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>39 620 526</b>	<b>39 099 101</b>	<b>521 425</b>	<b>1,33%</b>

**BILAN PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2013

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
<b>Banques centrales - Passif</b>	<b>1</b>	-	-	-	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>2</b>	<b>104 778</b>	<b>141 115</b>	<b>(36 337)</b>	<b>(25,75)%</b>
- Dettes envers les EC - JVO		-	-	-	-
- Dettes envers la clientèle - JVO		-	-	-	-
- Dettes représentées par un titre - JVO		82 005	106 918	(24 913)	(23,30)%
- Dettes subordonnées - JVO		-	-	-	-
- Dérivés et autres passifs fin. - Trading	<b>4</b>	22 773	34 197	(11 424)	(33,41)%
<b>Instruments dérivés de couvert. - Passif</b>	<b>2, 3, 4</b>	<b>126 597</b>	<b>166 492</b>	<b>(39 895)</b>	<b>(23,96)%</b>
<b>Dettes envers les Ets de crédit</b>	<b>1</b>	<b>2 207 053</b>	<b>2 404 831</b>	<b>(197 778)</b>	<b>(8,22)%</b>
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>6</b>	<b>15 658 219</b>	<b>15 570 833</b>	<b>87 386</b>	<b>0,56%</b>
- Cptes créd. clientèle - CERS - A vue		9 856 099	9 839 745	16 354	0,17%
- Cptes créd. clientèle - CERS - A terme		1 282 582	1 251 578	31 004	2,48%
- Cptes créd. clientèle - Autres - A vue		3 255 634	3 166 607	89 027	2,81%
- Cptes créd. clientèle - Autres - A terme		1 263 904	1 312 903	(48 999)	(3,73)%
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>16</b>	<b>5 883 537</b>	<b>5 432 476</b>	<b>451 061</b>	<b>8,30%</b>
- Dettes rep. par un T. - Bon de caisse		185 980	207 865	(21 885)	(10,53)%
- Dettes rep. par un T. - M. interb. & TCN		4 757 703	4 984 019	(226 316)	(4,54)%
- Dettes rep. par un T. - Emprunts oblig.		909 407	240 592	668 815	277,99%
- Dettes rep. par un T. - Autres		30 447	-	30 447	n.s.
<b>Ecart de rééval des PTF couverts en taux</b>	<b>3</b>	<b>3 478</b>	<b>3 839</b>	<b>(361)</b>	<b>(9,40)%</b>
<b>Passifs d'impôt courants</b>	<b>10</b>	<b>50 924</b>	<b>76 197</b>	<b>(25 273)</b>	<b>(33,17)%</b>
<b>Passifs d'impôt différés</b>	<b>10</b>	<b>48 447</b>	<b>47 201</b>	<b>1 246</b>	<b>2,64%</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>11</b>	<b>1 387 279</b>	<b>1 265 820</b>	<b>121 459</b>	<b>9,60%</b>
- Autres passifs		1 214 632	1 077 210	137 422	12,76%
- Comptes de régularisation - Passif		172 647	188 610	(15 963)	(8,46)%
- Autres passifs d'assurance		-	-	-	-
<b>Dettes liées aux actifs dest. à être cédés</b>		-	-	-	-
<b>Prov. techniques des contrats d'assur.</b>	<b>17</b>	<b>11 608 532</b>	<b>11 482 442</b>	<b>126 090</b>	<b>1,10%</b>
<b>Provisions</b>	<b>18</b>	<b>140 603</b>	<b>154 745</b>	<b>(14 142)</b>	<b>(9,14)%</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>19</b>	<b>157 199</b>	<b>157 266</b>	<b>(67)</b>	<b>(0,04)%</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>2 243 880</b>	<b>2 195 844</b>	<b>48 036</b>	<b>2,19%</b>
<b>Capitaux propres - Part du groupe</b>	<b>20</b>	<b>2 197 499</b>	<b>2 156 801</b>	<b>40 698</b>	<b>1,89%</b>
- Capital souscrit		1 311 637	1 318 063	(6 426)	(0,49)%
- Primes d'émission		2 750	2 750	-	-
- Réserves consolidées - Groupe		678 743	563 974	114 769	20,35%
- Résultat - Groupe		86 549	152 518	(65 969)	(43,25)%
- Gains ou pertes latents - Groupe		117 820	119 496	(1 676)	(1,40)%
<b>Capitaux propres - Intérêts minoritaires</b>		<b>46 381</b>	<b>39 043</b>	<b>7 338</b>	<b>18,79%</b>
- Réserves consolidées - Minoritaires		42 831	33 402	9 429	28,23%
- Résultat consolidé - Minoritaires		2 088	3 965	(1 877)	(47,34)%
- Gains ou pertes latents - Minoritaires		1 462	1 676	(214)	(12,77)%
<b>Total du passif</b>		<b>39 620 526</b>	<b>39 099 101</b>	<b>521 425</b>	<b><sup>15</sup>1,33%</b>

**COMPTE DE RESULTAT PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2013

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2013	30/06/2012 (*)	Variation		31.12.2012
<b>Produits d'intérêts et assimilés</b>	<b>22</b>	<b>632 748</b>	<b>585 313</b>	<b>47 435</b>	<b>8,10%</b>	<b>1 226 106</b>
- Int. & prod. ass. - Op. avec EC		41 245	41 395	(150)	(0,36)%	80 722
- Int. & prod. ass. - Op. avec clientèle		355 314	294 096	61 218	20,82%	663 935
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. DALV		29 209	24 995	4 214	16,86%	55 813
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. DJM		13 468	21 817	(8 349)	(38,27)%	38 198
- Produits sur op. de crédit-bail et ass.		130 129	129 269	860	0,67%	256 654
- Produits sur op. de LS		50 778	48 605	2 173	4,47%	96 094
- Dérivés de couverture - Produits		12 605	25 136	(12 531)	(49,85)%	34 690
<b>Charges d'intérêts et assimilés</b>	<b>22</b>	<b>(381 447)</b>	<b>(411 259)</b>	<b>29 812</b>	<b>(7,25)%</b>	<b>(809 282)</b>
- Int. & charges ass. - Op. avec EC		(12 978)	(10 159)	(2 819)	27,75%	(20 665)
- Int. & charges ass. - Op. avec clientèle		(121 202)	(126 121)	4 919	(3,90)%	(261 616)
- Int. & charges ass. - Dettes rep. titre		(44 572)	(62 892)	18 320	(29,13)%	(110 291)
- Int. & charges ass. - Dettes subord.		(1 912)	(2 621)	709	(27,05)%	(4 800)
- Charges sur op. de crédit-bail et ass.		(112 783)	(110 618)	(2 165)	1,96%	(220 825)
- Charges sur op. de LS		(44 950)	(42 351)	(2 599)	6,14%	(85 822)
- Dérivés de couverture - Charges		(43 050)	(56 497)	13 447	(23,80)%	(105 263)
<b>Commissions (Produits)</b>	<b>23</b>	<b>105 579</b>	<b>76 810</b>	<b>28 769</b>	<b>37,45%</b>	<b>176 400</b>
<b>Commissions (Charges)</b>	<b>23</b>	<b>(30 347)</b>	<b>(17 909)</b>	<b>(12 438)</b>	<b>69,45%</b>	<b>(55 130)</b>
<b>Gains ou pertes nets sur portefeuille à la JV par résultat</b>	<b>24</b>	<b>10 892</b>	<b>15 500</b>	<b>(4 608)</b>	<b>(29,73)%</b>	<b>78 937</b>
- Solde net des op. / T. de transaction		4 008	3 523	485	13,77%	11 282
- Solde net des op. de change		656	449	207	46,10%	860
- Solde net des dérivés de trading		14 417	548	13 869	2 530,84%	17 707
- Solde net - Inefficacité dérivés de couv		2 592	(609)	3 201	(525,62)%	(577)
- Solde net des actifs financiers JVO		2 330	7 821	(5 491)	(70,21)%	53 631
- Solde net des passifs financiers JVO		-	-	-	-	(7 913)
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. JVO		3 541	3 768	(227)	(6,02)%	6 574
- Int. & charges ass. - Passifs fin. JVO		(16 652)	-	(16 652)	n.s.	(2 627)
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV</b>	<b>25</b>	<b>14 667</b>	<b>5 406</b>	<b>9 261</b>	<b>171,31%</b>	<b>10 363</b>
- Revenu des titres à revenu variable		6 360	5 660	700	12,37%	6 911
- Oblig. et autres T.R.F. (dont EP)		2 802	(581)	3 383	(582,27)%	1 076
- Actions, TAP et autres T.R.V.		1 347	882	465	52,72%	(511)
- Participations, ATDLT, PEL		4 763	(555)	5 318	(958,20)%	2 887
- Autres gains et pertes / actifs fin		(605)	-	(605)	n.s.	-
<b>Produits des autres activités</b>	<b>26</b>	<b>895 944</b>	<b>864 889</b>	<b>31 055</b>	<b>3,59%</b>	<b>1 783 004</b>
<b>Charges des autres activités</b>	<b>26</b>	<b>(722 209)</b>	<b>(710 780)</b>	<b>(11 429)</b>	<b>1,61%</b>	<b>(1 492 778)</b>
<b>Produit Net Bancaire IFRS</b>		<b>525 827</b>	<b>407 970</b>	<b>117 857</b>	<b>28,89%</b>	<b>917 620</b>
<b>Frais généraux IFRS</b>	<b>27</b>	<b>(375 100)</b>	<b>(302 541)</b>	<b>(72 559)</b>	<b>23,98%</b>	<b>(711 226)</b>
- Charges de personnel		(222 662)	(181 358)	(41 304)	22,77%	(383 174)
- Charges générales d'exploitation		(137 884)	(108 352)	(29 532)	27,26%	(299 170)
- Dot/rep sur amts et prov. - Immos d'expl		(14 554)	(12 831)	(1 723)	13,43%	(28 882)
<b>Résultat Brut d'Exploitation IFRS</b>		<b>150 727</b>	<b>105 429</b>	<b>45 298</b>	<b>42,97%</b>	<b>206 394</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>28</b>	<b>(23 837)</b>	<b>(7 956)</b>	<b>(15 881)</b>	<b>199,61%</b>	<b>(19 469)</b>
<b>Résultat d'Exploitation IFRS</b>		<b>126 890</b>	<b>97 473</b>	<b>29 417</b>	<b>30,18%</b>	<b>186 925</b>
<b>QP de résultat des entreprises MEE</b>	<b>12</b>	<b>5 021</b>	<b>3 842</b>	<b>1 179</b>	<b>30,69%</b>	<b>9 380</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>29</b>	<b>(667)</b>	<b>(443)</b>	<b>(224)</b>	<b>50,56%</b>	<b>(2 720)</b>
- Solde net - Corr. val. immo corp incorp		(667)	(434)	(233)	53,69%	(2 736)
- Résultat sur entités conso (cession...)		-	(9)	9	(100,00)%	16
<b>Variations de valeur des écarts d'acq.</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>31 946</b>	<b>(31 946)</b>	<b>(100,00)%</b>	<b>44 655</b>
<b>Résultat Avant Impôts IFRS</b>		<b>131 244</b>	<b>132 818</b>	<b>(1 574)</b>	<b>(1,19)%</b>	<b>238 240</b>
<b>Impôts sur le résultat</b>	<b>31</b>	<b>(42 607)</b>	<b>(33 820)</b>	<b>(8 787)</b>	<b>25,98%</b>	<b>(81 737)</b>
<b>Gains &amp; pertes nets d'impôts / act aband</b>		<b>-</b>	<b>(12)</b>	<b>12</b>	<b>(100,00)%</b>	<b>(20)</b>
<b>Résultat net total IFRS</b>		<b>88 637</b>	<b>98 986</b>	<b>(10 349)</b>	<b>(10,46)%</b>	<b>156 483</b>
<b>Résultat consolidé - Minoritaires</b>		<b>2 088</b>	<b>1 220</b>	<b>868</b>	<b>71,15%</b>	<b>3 965</b>
<b>Résultat Net</b>		<b>86 549</b>	<b>97 766</b>	<b>(11 217)</b>	<b>(11,47)%</b>	<b>152 518</b>

(\*) retraité de la variation des écarts actuariels sur provision IFC



**ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

en milliers d'euros

au 30 juin 2013

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2013	30/06/2012 (*)	Variation		31.12.2012
<b>Résultat Net</b>		<b>88 637</b>	<b>98 986</b>	<b>(10 349)</b>	<b>(10,46)%</b>	<b>156 483</b>
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		(3 698)	17 977	(21 675)	(120,57)%	82 296
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		977	9 107	(8 130)	(89,27)%	(13 248)
Réévaluation des immobilisations		-	-	-	-	-
QP des gains ou pertes latents ou différés sur MEE		556	(1 280)	1 836	(143,44)%	(1 784)
<b>Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>32, 33</b>	<b>(2 165)</b>	<b>25 804</b>	<b>(27 969)</b>	<b>(108,39)%</b>	<b>67 264</b>
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies		275	(2 264)	2 539	(112,15)%	(10 071)
<b>Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>32, 33</b>	<b>275</b>	<b>(2 264)</b>	<b>2 539</b>	<b>(112,15)%</b>	<b>(10 071)</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>86 747</b>	<b>122 526</b>	<b>(35 779)</b>	<b>(29,20)%</b>	<b>213 676</b>
Dont part du Groupe		84 873	121 018	(36 145)	(29,87)%	208 551
Dont part des minoritaires		1 874	1 508	366	24,27%	5 125

(\*) retraité de la variation des écarts actuariels sur provision IFC

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2012 / 2013**

en millions d'euros	CMNE IFRS 2012.12	CMNE IFRS 2013.06
Résultat net	156	89
Impôt	82	42
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>238</b>	<b>131</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	29	15
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	0
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	519	-54
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-10	-5
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-1	-5
+/- Produits/charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	550	279
<b>= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>1 087</b>	<b>230</b>
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (a)	986	-533
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle (b)	210	-38
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (c)	-2 468	-289
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-99	-14
- Impôts versés	-28	-34
<b>= Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-1 399</b>	<b>-908</b>
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</u></b>	<b><u>-74</u></b>	<b><u>-547</u></b>
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations (d)	419	173
+/- Flux liés aux immeubles de placement (e)	-1	-1
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles (f)	-58	-34
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)</u></b>	<b><u>360</u></b>	<b><u>138</u></b>
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (g)	19	-38
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (h)	-76	613
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)</u></b>	<b><u>-57</u></b>	<b><u>575</u></b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)</b>	<b>229</b>	<b>166</b>
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-74	-547
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	360	138
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-57	575
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
<b><u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u></b>	<b><u>377</u></b>	<b><u>606</u></b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	286	428
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	91	178
<b><u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u></b>	<b><u>606</u></b>	<b><u>772</u></b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	428	503
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	178	269
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>229</b>	<b>166</b>

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2012 / 2013**

en millions d'euros	CMNE IFRS 2012.12	CMNE IFRS 2013.06
<b>(a) Les flux liés aux opérations avec les établissements de crédit se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur les établissements de crédit (sauf éléments inclus dans la Trésorerie)	-668	-196
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers les établissements de crédit, hors dettes rattachées	1 654	-337
<b>(b) Les flux liés aux opérations avec la clientèle se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur la clientèle, hors créances rattachées	-255	-33
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers la clientèle, hors dettes rattachées	465	-6
<b>(c) Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés à des actifs financiers à la juste valeur par résultat	-645	-305
+/- Encaissements et décaissements liés à des passifs financiers à la juste valeur par résultat	173	-30
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente	-1 227	79
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente	156	187
+/- Encaissements et décaissements liés à des instruments dérivés de couverture	0	0
+/- Encaissements et décaissements liés à des dettes représentées par un titre	-925	-221
<b>(d) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	0	0
+ Encaissements liés aux cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée	0	0
- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence	1	0
+ Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence	0	0
+ Encaissements liés aux dividendes reçus	0	0
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-1 292	-183
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 711	353
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	-10	-4
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	9	7
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement	0	0
+ Encaissements liés aux intérêts reçus, hors intérêts courus non échus	0	0
<b>(e) Les flux liés aux immeubles de placement se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immeubles de placement	-1	-1
+ Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement	0	0
<b>(f) Les flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-58	-39
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	4
<b>(g) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires se décomposent comme suit :</b>		
+ Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	50	-6
+ Encaissements liés aux cessions d'instruments de capital	0	0
- Décaissements liés aux dividendes payés	-31	-32
- Décaissements liés aux autres rémunérations	0	0
<b>(h) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement se décomposent comme suit :</b>		
+ Encaissements liés aux produits des émissions d'emprunts et des dettes représentées par un titre	73	629
- Décaissements liés aux remboursements d'emprunts et des dettes représentées par un titre	-141	0
+ Encaissements liés aux produits des émissions de dettes subordonnées	0	0
- Décaissements liés aux remboursements de dettes subordonnées	-8	-16
N.B. : il est à noter que les variations des provisions techniques des contrats d'assurance-vie sont neutralisées dans les retraitements de dotations nettes aux provisions et figurent dans les décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers.		

en milliers d'euros	Capital et réserves liées		Réserves consolidées	Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS)			Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Réserves liées au capital (1)	Réserves consolidées	Liés à la réévaluation	Variations de valeur des instruments financiers					
					Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture				
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2011</b>	<b>1 268 427</b>	<b>2 750</b>	<b>529 233</b>	<b>1 650</b>	<b>71 513</b>	<b>- 9 700</b>	<b>85 760</b>	<b>1 949 633</b>	<b>38 137</b>	<b>1 987 770</b>
Variation de capital	49 636							49 636		49 636
Elimination des titres auto-détenus								-		-
Emission d'actions de préférence								-		-
Composante capitaux propres des instruments hybrides								-		-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions								-		-
Affectation du résultat 2011			54 866				54 866	-		-
Distribution 2012 au titre du résultat 2011							- 30 894	- 30 894		- 30 894
<b>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>	<b>49 636</b>	<b>-</b>	<b>54 866</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 85 760</b>	<b>18 742</b>	<b>-</b>	<b>18 742</b>
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3)				- 10 071	81 131	- 13 248		57 812	1 160	58 972
Résultat 31 décembre 2012							152 518	152 518	3 965	156 483
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 10 071</b>	<b>81 131</b>	<b>- 13 248</b>	<b>152 518</b>	<b>210 330</b>	<b>5 125</b>	<b>215 455</b>
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires			- 13 148		6			- 13 142	192	- 12 950
Changement de méthodes comptables. Constatation des variations d'écarts actuariels sur IFC			-					-		-
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence			- 1 488		1 784			- 3 272		- 3 272
Autres variations			- 5 489		1			- 5 490	- 4 411	- 9 901
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2012</b>	<b>1 318 063</b>	<b>2 750</b>	<b>563 974</b>	<b>- 8 421</b>	<b>150 865</b>	<b>- 22 948</b>	<b>152 518</b>	<b>2 156 801</b>	<b>39 043</b>	<b>2 195 844</b>
Variation de capital	- 6 426							- 6 426		- 6 426
Elimination des titres auto-détenus								-		-
Emission d'actions de préférence								-		-
Composante capitaux propres des instruments hybrides								-		-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions								-		-
Affectation du résultat 2012			120 736				- 120 736	-		-
Distribution 2013 au titre du résultat 2012							- 31 782	- 31 782		- 31 782
<b>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>	<b>- 6 426</b>	<b>-</b>	<b>120 736</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 152 518</b>	<b>- 38 208</b>	<b>-</b>	<b>- 38 208</b>
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3)				275	- 3 477	977		- 2 225	- 214	- 2 439
Résultat 30 juin 2013							86 549	86 549	2 088	88 637
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>275</b>	<b>- 3 477</b>	<b>977</b>	<b>86 549</b>	<b>84 324</b>	<b>1 874</b>	<b>86 198</b>
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires			- 1 843		1			- 1 842	5 464	- 3 622
Changement de méthodes comptables			-					-		-
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence			- 929		548			- 381		- 381
Autres variations			- 3 195					- 3 195	-	- 3 195
<b>Capitaux propres au 30 juin 2013</b>	<b>1 311 637</b>	<b>2 750</b>	<b>678 743</b>	<b>- 8 146</b>	<b>147 937</b>	<b>- 21 971</b>	<b>86 549</b>	<b>2 197 499</b>	<b>46 381</b>	<b>2 243 880</b>

Les autres variations de réserves consolidées correspondent essentiellement à l'écart entre le calcul théorique des dividendes et leur perception réelle (écart dû aux variations de périmètre et au mode de traitement en IFRS des options de vente des minoritaires).

(1) Comprend notamment les primes d'émission et la réserve légale de la société-mère, la composante capitaux propres des instruments hybrides de la société-mère et des plans dont le paiement est fondé sur des actions de la société-mère

(2) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et d'investissements nets en devises, ainsi que les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente et les variations de valeur des écarts actuariels sur la provision IFC (Indemnités de Fin de Carrière)

(3) Transfert au compte de résultat des variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture, des actifs financiers disponibles à la vente lors de leur cession ou de leur dépréciation, de la réévaluation des immobilisations lors de leur cession

**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES**  
**(Établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne)**

**ARRETES AU 30 JUIN 2013**

---

Cette annexe est divisée en six parties :

- I        INFORMATIONS GENERALES
- II        METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE
- III        PRINCIPES COMPTABLES
- IV        NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS
- V        INFORMATION SECTORIELLE
- VI        AUTRES INFORMATIONS

## **I INFORMATIONS GENERALES**

L'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel Nord Europe est constituée de l'ensemble des Caisses Locales, de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe et de la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe. La Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Les Caisses Locales du Crédit Mutuel Nord Europe sont entièrement détenues par leurs sociétaires. La Fondation du Crédit Mutuel Nord Europe est également intégrée à l'entité consolidante.

L'activité du CMNE, qui s'étend sur le nord de la France, la Belgique et le Luxembourg, est l'élaboration, la gestion et la distribution de produits bancaires, d'assurance vie et IARD et de valeurs mobilières et immobilières.

Les comptes consolidés semestriels condensés du groupe Crédit Mutuel Nord Europe au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2013 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". Ainsi, les notes préparées portent sur les éléments significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2012 tels qu'ils figurent dans le rapport annuel au titre de l'exercice 2012.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2009-R04 du Conseil National de la Comptabilité relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

### **⊗ Normes IFRS appliquées par le Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013**

IFRS 7 et 13 : Compensation des actifs et passifs financiers et évaluation à la juste valeur.

Les nouvelles informations requises au titre de la hiérarchie de juste valeur pour les instruments évalués au coût amorti au bilan et de la compensation seront incluses dans les notes annexes au 31 décembre 2013, conformément aux dispositions normatives en vigueur.

S'agissant des principes retenus pour la partie relative au calcul des DVA et CVA, il est considéré que :

- les opérations internes au groupe ne sont pas concernées du fait des règles de solidarité qui s'appliquent au sein du Groupe CM CIC,
- l'impact des opérations collatéralisées (exclusivement interbancaires) n'est pas ou peu significatif, selon les règles de calcul utilisées. Sur ce point, le Groupe CMNE a finalisé la collatéralisation de l'ensemble de son portefeuille avec les contreparties bancaires en juillet 2013 et pratique une mise à jour hebdomadaire des appels de marge.
- Swaps hors banque : sur un encours nominal proche de 10 milliards, le portefeuille "corporate" représente 30 millions dont l'impact est également jugé non significatif.

Parallèlement aux travaux de place, les simulations d'impact effectuées au 30 juin et jugées non significatives, seront affinées au cours du deuxième semestre 2013.

### **⊗ Recours à des estimations**

La préparation des Etats Financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des Etats Financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les Etats Financiers.

Ainsi est-ce en particulier le cas :

- des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en "Actifs disponibles à la vente" ou en "Instruments financiers en valeur de marché par résultat" à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux Etats Financiers ;
- des dépréciations d'actifs financiers à revenu variable classés dans la catégorie "disponibles à la vente" ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la pertinence de la qualification de certaines couvertures de résultat par des instruments financiers dérivés et de la mesure de l'efficacité des stratégies de couverture ;
- de l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée ;
- de la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

## **FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2013**

- Ⓢ Citibank Belgique, entrée dans le Groupe en 2012, a été baptisée Beobank.
- Ⓢ Le 29 juin 2013, Bail Immo Nord a absorbé Bâtiroc Normandie, réunissant ainsi l'ensemble de l'activité de crédit-bail immobilier sous le nom de Nord Europe Lease.
- Ⓢ La société LFIS, créée en 2012, a élaboré les trois émissions d'obligations structurées de la CFCMNE du deuxième trimestre.

## **II METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE**

### **1. METHODES DE CONSOLIDATION**

La méthode de consolidation pratiquée est différente selon que l'entité consolidante exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable sur l'entreprise détenue.

Ainsi, et selon le type de contrôle, la méthode de consolidation peut être :

- l'intégration globale, visant à reprendre les comptes des entreprises consolidées après retraitements éventuels et éliminations des opérations réciproques. Cette méthode s'applique en cas de contrôle exclusif : il y a présomption de contrôle exclusif lorsque le groupe détient, directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote, soit le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance, ou soit le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat,
- l'intégration proportionnelle, visant à pratiquer les mêmes opérations de retraitement et éliminations proportionnellement au contrôle exercé. L'intégration proportionnelle est appliquée aux entités sous contrôle conjoint,
- la mise en équivalence qui consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres (y compris le résultat). Cette méthode s'applique lorsque le groupe exerce une influence notable (pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle).

Enfin, le Groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires (entités "ad hoc"), et ce même en l'absence de lien en capital, dans la mesure où il en exerce en substance le contrôle, au regard des critères suivants :

- les activités de l'entité sont menées pour le compte exclusif du Groupe, de telle sorte que ce dernier en tire des avantages ;
- le Groupe dispose du pouvoir de décision et de gestion afin d'obtenir la majorité des avantages liés aux activités courantes de l'entité. Ce pouvoir se caractérise notamment par la capacité de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer formellement à leur modification ;
- le Groupe a la capacité d'obtenir la majorité des avantages de l'entité et par conséquent peut être exposé aux risques liés à l'activité de la dite entité. Les avantages peuvent prendre la forme d'un droit à recevoir tout ou partie du résultat, évalué sur une base annuelle, une quote-part d'actif net, à disposer d'un ou plusieurs actifs ou à bénéficier de la majorité des actifs résiduels en cas de liquidation ;
- le Groupe conserve la majorité des risques pris par l'entité afin d'en retirer un avantage.

Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IAS 27 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le groupe.

## 2. PERIMETRE

Le périmètre de consolidation du groupe CMNE au 30 juin 2013 est détaillé dans les tableaux suivants qui indiquent la contribution de chaque entité au résultat du groupe.

	Nationalité F / E	Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
<b>1. Entreprises à caractère financier</b>						
<b>1.1 Etablissements de crédit</b>						
> Caisses de Crédit Mutuel + Caisse Fédérale du CMNE + Fédération du CMNE	F	06/13	100	100	28 239	Mère
> BCMNE (base consolidée) - 4 place Richebé 59000 LILLE	F	06/13	100	100	2 752	IG
> CMNE Belgium (base consolidée) - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	E	06/13	100	100	15 645	IG
<b>1.2 Etablissements financiers autres que 1.1</b>						
> FCP Nord Europe Gestion - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	100	85	IG
> FCP Richebé Gestion - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	97,99	97,81	-84	IG
> FCP Richebé Recovery - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	100	15	IG
> CMNE Home Loans FCT - 4 place Richebé 59000 LILLE	F	06/13	100	99,90	46	IG
<b>1.3 Autres entreprises à caractère financier</b>						
> SDR Normandie - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN	F	06/13	99,80	99,80	-203	IG
<b>2. Entreprises non financières</b>						
<b>2.1 Assurances</b>						
> Nord Europe Assurances (base consolidée) - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	F	06/13	100	100	23 333	IG
<b>2.2 Services</b>						
> Actéa Environnement - 5/7 rue Frédéric Degeorge - 62000 ARRAS	F	06/13	100	100	-26	IG
> CMNE Environnement - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/13	100	100	-4	IG
> CMN TEL - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/13	100	100	50	IG
> Euro-Information - 34 Rue du Wacken - 67000 STRASBOURG	F	06/13	10,15	10,15	3 697	MEE
> Financière Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/13	100	100	14	IG
> GIE CMN Prestations - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/13	100	100	0	IG
> L'Immobilière du CMN (base consolidée) - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/13	100	100	-79	IG
> Sicorfé Maintenance - rue Bourgelat - 62223 St LAURENT BLANGY	F	06/13	34	34	67	MEE
> Transactimmo - 1 Rue Arnaud de Vuez - 59000 LILLE	F	06/13	100	100	-2	IG
<b>2.3 Industrie</b>						
<b>2.4 Holding non financier</b>						
> Groupe La Française (base consolidée) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	99,22	99,22	12 127	IG
> Nord Europe Participations et Investissements (base consolidée) 4 Place Richebé 59000 LILLE	F	06/13	100	100	877	IG
<b>Total</b>					<b>86 549</b>	

(1) MEE : Mise En Equivalence ; IP : Intégration Proportionnelle ; IG : Intégration Globale



**Banque Commerciale du Marché Nord Europe**  
**4 place Richebé 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
	F / E		contrôle	intérêt		
Banque Commerciale du Marché Nord Europe	F	06/13	100	100	-937	IG
> Bail Actea - 7 rue Frédéric Degeorge - 62000 ARRAS	F	06/13	100	100	2 716	IG
> Nord Europe Lease - Tour de Lille- 60 Boulevard de Turin - 59777 EURALILLE	F	06/13	100	100	1 283	IG
> Bâtiroc Normandie - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN	F	06/13	0	0	0	NC
> GIE BCMNE Gestion - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/13	100	100	0	IG
> Nord Europe Partenariat - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN	F	06/13	99,65	99,63	-310	IG
<b>Total</b>					<b>2 752</b>	

**CMNE Belgium**  
**Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
	F / E		contrôle	intérêt		
CMNE Belgium	E	06/13	100	100	-2 974	IG
> BKCP SCRL - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	E	06/13	95,80	95,80	-8 677	IG
> Beobank Belgique - Boulevard Général Jacques, 263G - 1050 BRUXELLES	E	06/13	100	100	18 051	IG
> BKCP Securities SA - Avenue Louise 390 - 1050 BRUXELLES	E	06/13	100	100	23	IG
> Crédit Professionnel SA - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	E	06/13	100	100	8 381	IG
> Immo W16 - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	E	06/13	100	100	289	IG
> Mobilease - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	E	06/13	100	100	-19	IG
> OBK - Graaf Van Vlaanderenplein, 19 - 9000 GAND	E	06/13	98,92	97,49	571	IG
<b>Total</b>					<b>15 645</b>	

**Nord Europe Participations et Investissements**  
**4 Place Richebé - 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
	F / E		contrôle	intérêt		
Nord Europe Participations et Investissements	F	06/13	100	100	-435	IG
> SCI Centre Gare	F	06/13	100	100	1 329	IG
> Fininmad (Marchand de biens)	F	06/13	100	100	-18	IG
> Sofimmo 3	F	06/13	100	100	3	IG
> Sofimpar	E	06/13	100	100	-2	IG
<b>Total</b>					<b>877</b>	

**IMMOBILIERE DU CMN**  
**4 Place Richebé - 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date d'arrêté	Pourcentage		Méthode d'intégration (1)
	F / E		contrôle	intérêt	
> SCI CMN	F	06/13	100	100	IG
> SCI CMN 1	F	06/13	100	100	IG
> SCI CMN 2	F	06/13	100	100	IG
> SCI CMN 3	F	06/13	100	100	IG
> SCI CMN Location	F	06/13	100	100	IG
> SCI CMN Location 2	F	06/13	100	100	IG
> SCI RICHEBE INKERMANN	F	06/13	100	100	IG

**Nord Europe Assurances**  
**9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date d'arrêt	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
	F / E					
Nord Europe Assurances	F	06/13	100	100	-1 009	IG
> ACMN IARD - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/13	51	51	2 137	IG
> ACMN Vie - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	F	06/13	100	100	20 036	IG
> Courtage Crédit Mutuel Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/13	100	100	65	IG
> CP-BK Reinsurance SA - Avenue de la gare, 65 - 1611 LUXEMBOURG	E	06/13	100	100	1 207	IG
> Nord Europe Life LUXEMBOURG - rue Charles Martel 62 L2134 LUXEMBOURG	E	06/13	100	100	759	IG
> Nord Europe Retraite - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	F	06/13	100	100	29	IG
> Pérennité Entreprises - 5 Rue de Dunkerque - 75010 PARIS	F	06/13	100	100	43	IG
> Vie Services - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	F	06/13	77,5	77,5	66	IG
					<b>Total</b>	<b>23 333</b>

**Groupe La Française**  
**173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Nationalité	Date d'arrêt	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
	F / E					
Groupe La Française	F	06/13	99,22	99,22	-861	IG
> Cholet-Dupont Partenaires - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS	F	06/13	50,60	50,60	47	IP
> Convictions Asset Management - 15 bis rue de Marignan - 75008 PARIS	F	06/13	30,00	29,77	377	MEE
> CMH Gestion - 88 rue Cardinet - 75017 PARIS	F	06/13	24,47	20,94	0	MEE
> FCT LFP Créances Immobilières - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	99,43	1 280	IG
> Franklin Gérance - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	85,58	-3	IG
> GIE La Française AM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	99,22	0	IG
> Holding Cholet-Dupont - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS	F	06/13	33,40	33,14	329	MEE
> La Française AM GP - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	99,98	99,20	122	IG
> La Française AM ICC - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	99,22	25	IG
> La Française AM Iberia - C/ Joaquin Costa 26 - 28002 MADRID	E	06/13	66	65,49	20	IG
> La Française AM International - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	E	06/13	100	99,23	-438	IG
> La Française Bank - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	E	06/13	100	99,53	1 788	IG
> La Française Investment Solutions - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	65	64,50	-151	IG
> La Française des Placements - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	99,22	4 908	IG
> La Française AM Finance Services - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	99,22	1 436	IG
> La Française Real Estate Managers - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	86,25	85,58	2 047	IG
> LFP Nexity Services Immobiliers - 147 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	24,64	21,09	247	MEE
> LFP Sarasin AM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	99,22	322	IG
> LFP SV - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	F	06/13	100	99,22	-22	IG
> NEXT Advisor - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	99,22	0	IG
> Nouvelles EXpertises et Talents AM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	99,22	244	IG
> Société Holding Partenaires - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	50,60	50,60	-3	IP
> UFG Courtages - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	99,22	146	IG
> UFG PM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	100	85,58	12	IG
> Siparex Proximité Innovation - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS	F	06/13	46,46	46,10	255	MEE
					<b>Total</b>	<b>12 127</b>

## Pour mémoire : modifications du périmètre au cours de la période

	Nom de l'entreprise
<u>Entrées :</u>	
Création	NEXT Advisor LFP SV FCT LFP Créances Immobilières
<u>Sorties :</u>	
TUP ou fusion	Bâtiroc Normandie
<u>Changement de dénomination :</u>	Citibank Belgique devient Beobank La Française AM Private Bank devient La Française Bank Bail Immo Nord devient Nord Europe Lease

### 3. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

#### ⊗ Retraitements et éliminations

Les opérations réciproques significatives sont éliminées entre entités consolidées par intégration globale ou proportionnelle. Sont considérés comme significatifs les montants supérieurs à 200 K€ en charges et produits et 1.000 K€ en ce qui concerne le bilan et les engagements. Il est à souligner que, lorsque des titres émis par une entité consolidée sont détenus par les compagnies d'assurance du Groupe en tant que placements représentatifs de contrats libellés en unités de comptes, ils ne sont pas éliminés ; ceci permet de matérialiser l'adossement actif – passif de ce type de contrats d'assurance vie.

Les résultats de cessions internes font également l'objet d'éliminations.

D'une manière générale, les principes comptables du groupe sont appliqués dans l'ensemble des entités consolidées.

#### ⊗ Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du groupe CMNE sont établis en euros. Tous les éléments d'actif ou de passif, monétaires et non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

#### ⊗ Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3R, à la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs et les passifs ainsi que les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, qui satisfont aux critères de comptabilisation des normes IFRS, sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente, qui sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre la juste valeur nette des coûts de vente et leur valeur nette comptable.

Le coût d'acquisition est égal à la juste valeur, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération sont comptabilisés dans le résultat de la période.

L'écart d'acquisition, ou survalueur, représente la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition. IFRS 3R permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur (méthode dite du goodwill total) ; dans le second, ils sont basés sur leur quote-part dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'acquise (goodwill partiel). Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif et s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en "Variations de valeur des écarts d'acquisition".

Les compléments de prix sont intégrés dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, même s'ils présentent un caractère éventuel. Cet enregistrement est effectué par contrepartie des capitaux propres ou des dettes (en fonction du mode de règlement). Les révisions ultérieures de ces écarts sont enregistrées en résultat pour

les dettes financières relevant de la norme IAS 39 et selon les normes appropriées pour les dettes ne relevant pas d'IAS 39. Dans le cas des instruments de capitaux propres, ces révisions ne donnent lieu à aucun enregistrement jusqu'au règlement.

Dans le cas d'une variation du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition ou de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition ou cession est comptabilisé en capitaux propres.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet de tests de dépréciation afin de s'assurer qu'ils ne subissent pas de dépréciation durable. Ces variations de valeur s'apprécient au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent aux pôles d'activité du groupe. La valeur recouvrable de l'UGT, déterminée dans le cadre de ces tests, est définie comme étant sa valeur de marché. La valeur de marché correspond au montant susceptible d'être obtenu de la cession de l'UGT dans les conditions de marché prévalant à la date d'évaluation. Les références au marché sont essentiellement constituées par la juste valeur des entités composant l'UGT appréciée au regard des formules des pactes d'actionnaires ou par les prix observés lors de transactions récentes sur des entités comparables ou bien encore établies par rapport à des multiples. Le cas échéant, la valeur recouvrable peut aussi être basée sur la valeur d'utilité. Celle-ci repose sur une estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans prévisionnels établis chaque année par les responsables de ces UGT et approuvés par la direction générale du Groupe, et des analyses d'évolution à long terme du positionnement relatif des activités concernées sur leur marché. Ces flux sont actualisés à un taux reflétant le niveau de rendement attendu par un investisseur sur le type d'activité et dans la zone géographique concernés.

#### Ⓢ Impôts différés

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales. Les retraitements liés à l'application des normes IFRS font donc également l'objet de calcul d'impôts différés.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable par référence au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice et applicable au cours des exercices suivants.

Les actifs d'impôts différés ne sont retenus que lorsque leur récupération est probable grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs aux gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultats futurs, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés en capitaux propres. Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

#### 4. *ETABLISSEMENT DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE*

La présentation retenue utilise la méthode indirecte. Le résultat, pour la détermination des flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, est ajusté pour tenir compte des éléments sans effet de trésorerie et des éléments pour lesquels l'effet de la trésorerie consiste en flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis d'après leurs caractéristiques intrinsèques que sont la disponibilité immédiate ou la conversion à très court terme en un montant connu de liquidités dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

La trésorerie comprend les fonds en caisse ainsi que les dépôts et emprunts auprès de la Banque Centrale.

Les équivalents de trésorerie sont composés des prêts et emprunts à vue ou au jour le jour, contractés avec des établissements de crédit.

Les différents flux de trésorerie relatifs à un exercice sont classés, d'après la logique d'intention, en activités opérationnelles, d'investissement et de financement, sachant qu'une opération unique peut inclure des flux classés dans des activités différentes.

Les flux de trésorerie opérationnels sont ceux issus des activités d'exploitation qui contribuent à la formation de l'essentiel du résultat, y compris les activités de marché pour compte propre. Figurent à ce titre parmi les activités opérationnelles, les flux de trésorerie liés aux titres en juste valeur par résultat ainsi que les titres à revenus variables, constitutifs de placements à court terme ou relatifs aux activités de portefeuille, et les titres à revenu fixe disponibles à la vente.

Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers incluent les variations des actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat pour la variation de leur juste valeur.

Par défaut, les flux de trésorerie qui ne répondent pas aux définitions d'investissement ou de financement sont classés sous cette activité.

Les activités d'investissement sont définies comme l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme et des autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie ou dans les activités opérationnelles. Y figurent notamment les titres de participation et les autres titres à revenu variable détenus à long terme qui ne sont pas liés aux activités de portefeuille ainsi que les titres à revenu fixe détenus jusqu'à maturité.

Les flux liés aux activités de financement comprennent les mouvements sur capital et les mouvements liés aux émissions ou remboursements d'emprunts ou de dettes subordonnées. Par option, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables sont classés avec les activités opérationnelles.

N'étant pas constitutifs de ressources affectées aux activités qui les génèrent, les revenus (intérêts et dividendes) provenant des activités d'investissement ainsi que les intérêts liés aux activités de financement sont rattachés aux activités opérationnelles. Les produits de cessions restent, quant à eux, rattachés à l'activité auxquels ils se rapportent pour leur montant avant impôt.

### **III PRINCIPES COMPTABLES**

#### **Ⓢ Prêts et créances**

Les prêts et créances sont des actifs financiers à revenu fixe ou déterminable, non cotés sur un marché actif, qui ne sont pas destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi. Ils comprennent les prêts consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués, les prêts acquis et les titres de dettes non cotés. Ils sont comptabilisés à leur valeur de marché (ou équivalent) lors de leur entrée dans le bilan qui est généralement le montant net décaissé à l'origine.

Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Ces encours sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

La juste valeur des prêts et créances est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

Dépréciation et provision individuelle sur les prêts et créances : une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt - ou d'un groupe de prêts - susceptible de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

L'existence d'échéances dues et impayées depuis plus de 3 mois ou 6 mois pour l'immobilier et les collectivités locales ou de comptes courants irréguliers depuis plus de 3 mois représente une preuve objective d'un événement de perte. De même lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a déchéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire une indication objective de perte est identifiée.

Les dotations sur dépréciation et provision sont enregistrées dans le coût du risque. Les reprises de dépréciation et provision sont enregistrées en coût du risque pour la partie relative à la variation du risque et en marge d'intérêts pour la partie relative au passage du temps. La dépréciation vient en moins de l'actif pour les prêts et créances et la provision est inscrite au passif parmi les provisions pour les engagements de financement et de garantie.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations et provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Dépréciation collective sur les prêts et créances : les prêts à la clientèle non dépréciés sur une base individuelle sont regroupés par portefeuilles homogènes. Les encours sensibles font l'objet d'une dépréciation, sur la base des pertes en cas de défaut et de la probabilité de défaut jusqu'à maturité observées en interne ou en externe et appliquées aux

encours. Elle est comptabilisée en déduction des encours correspondants à l'actif et les variations de l'exercice sont enregistrées dans la rubrique "Coût du risque" du compte de résultat.

### ⊗ Intérêts pris en charge par l'Etat de certains prêts

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. Par conséquent, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification égale au différentiel de taux qui existe entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. De ce fait, il n'est pas constaté de décote sur les prêts bénéficiant de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à l'IAS 20.

### ⊗ Garanties financières et engagements de financement

Les garanties financières sont assimilées à un contrat d'assurance lorsqu'elles prévoient des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser leur titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Conformément à IFRS 4, ces garanties financières restent évaluées selon les normes françaises, soit en hors-bilan, dans l'attente d'un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Par conséquent, ces garanties font l'objet d'une provision au passif en cas de sortie de ressource probable.

En revanche, les contrats de garanties financières qui prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, ...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, entrent dans le champ d'application d'IAS 39. Ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

### ⊗ Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Dans le cadre du tableau des flux de trésorerie, les OPCVM sont classés en activité "opérationnelle" et ne font donc pas l'objet d'un reclassement en trésorerie.

### ⊗ Opérations de location

#### ■ *Opérations dans lesquelles CMNE est crédit bailleur*

Les contrats sont classés en location financement lorsqu'ils conduisent, en substance, à transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué. La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance. Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux utilisé est le taux d'intérêt implicite.

Les contrats de location simple sont des contrats pour lesquels l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur. Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location.

#### ■ *Opérations dans lesquelles CMNE est crédit preneur*

Les immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux à effectuer au titre de la location. La contrepartie est enregistrée au passif du bilan. Ces immobilisations sont amorties sur la durée prévue pour des biens de même catégorie.



## © Titres acquis

### *Détermination de la juste valeur des instruments financiers*

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre des parties bien informées et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

#### \* Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

#### \* Instruments négociés sur un marché non actif

Lorsqu'un marché est illiquide, les prix de marché peuvent être utilisés comme un élément afin de déterminer la juste valeur, mais peuvent ne pas être déterminants.

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, intégrant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait (crédit, liquidité). Les données observables sur un marché sont à retenir tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le Groupe utilise des données non observables, "mark-to-model".

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le Groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

### *Classification des titres*

Les titres peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat,
- actifs financiers disponibles à la vente,
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance,
- prêts et créances.

La classification dans l'une ou l'autre de ces catégories traduit l'intention de gestion du groupe et détermine les règles de comptabilisation des instruments.

#### ■ *Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

##### Critère de classement et règles de transfert

La catégorie des "Instruments financiers évalués en juste valeur par résultat" comprend :

#### \* Les instruments financiers détenus à des fins de transaction :

il s'agit principalement des instruments qui ont été acquis pour être revendus ou rachetés à court terme ou sont intégrés à un portefeuille d'instruments financiers gérés globalement pour lequel un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe ou bien encore constituent un instrument dérivé non qualifié de couverture.

Les conditions de marché peuvent conduire le Groupe Crédit Mutuel à revoir sa stratégie de placement et l'intention de gestion de ces titres. Ainsi, lorsqu'il apparaît inopportun de céder des titres initialement acquis dans un objectif de cession à court terme, ces titres peuvent faire l'objet d'un reclassement, dans le respect des dispositions spécifiques prévues par l'amendement IAS 39 d'octobre 2008. Les transferts vers les catégories "Actifs financiers disponibles à la vente" ou "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" sont autorisés en cas de situation exceptionnelle. Les transferts vers la catégorie "Prêts et créances" sont conditionnés à l'intention et la capacité du groupe de détenir ces titres dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance et au respect des critères inhérents à la définition de la catégorie comptable des "Prêts et créances" (pas de cotation sur un marché actif). Ces transferts de portefeuille ont pour objectif de traduire au mieux la nouvelle intention de gestion de ces instruments et de refléter de manière plus fidèle leur impact sur le résultat du Groupe.

\* Les instruments financiers classés par choix dès l'origine, et de façon irrévocable, à la juste valeur par résultat. Ce classement peut s'appliquer dans les cas suivants :

- instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
- instrument présentant, sans application de la juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
- instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur.

Le groupe a utilisé cette option notamment dans le cadre de contrats en unité de comptes des activités d'assurance par cohérence avec le traitement s'appliquant aux passifs.

#### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés en "Actifs et passifs à la juste valeur par résultat" sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêtés ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur et les revenus perçus ou courus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat. L'évaluation du risque de contrepartie sur ces titres est prise en compte dans la juste valeur.

En cas de transfert vers l'une des trois autres catégories, la juste valeur de l'actif financier à sa date de reclassement devient son nouveau coût ou coût amorti. Aucun gain ou perte comptabilisé avant la date du transfert ne peut être repris.

#### ■ *Actifs et passifs financiers disponibles à la vente*

##### Critère de classement et règles de transfert

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les actifs financiers non classés en "Prêts et créances", ni en "Actifs financiers détenus jusqu'à maturité" ni en "Juste valeur par résultat".

Les titres à revenu fixe peuvent être reclassés en "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" en cas de modification de l'intention de gestion, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie, ou en "Prêts et créances" en cas de modification de l'intention de gestion, de capacité de détention du titre dans un avenir prévisible ou jusqu'à son échéance et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie.

##### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition et lors des arrêtés ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres "Gains ou pertes latents ou différés", hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat qu'en cas de cession ou de dépréciation durable. Lors de la cession, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente", ainsi que les plus et moins-values de cession. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

En cas de transfert de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" vers les catégories "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" ou "Prêts et créances" d'instruments ayant une échéance fixe, et en l'absence de dépréciation, les gains ou pertes latents antérieurement différés en capitaux propres sont amortis sur la durée de vie résiduelle de l'actif. En cas de transfert d'instruments n'ayant pas une échéance fixe vers la catégorie "Prêts et créances", les gains et pertes latents antérieurement différés sont maintenus en capitaux propres jusqu'à la cession des titres.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés". Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente".

##### Dépréciation et risque de crédit

\* Dépréciation durable, spécifique aux actions et autres instruments de capitaux propres :

Une dépréciation est constatée sur les actifs financiers à revenu variable disponibles à la vente en cas de baisse prolongée et significative de la juste valeur par rapport au coût.

S'agissant de titres à revenus variables, le groupe CMNE considère qu'une dévalorisation du titre d'au moins 40% par rapport à son coût d'acquisition, ou sur une période de plus de 24 mois consécutifs, entraîne une dépréciation, à l'exception des cas où l'appréciation de la juste valeur faite par le Groupe ne reflète pas une perte probable de tout ou partie du montant investi. L'analyse est effectuée ligne à ligne. L'exercice du jugement intervient également pour les titres ne remplissant pas les critères ci-dessus mais pour lesquels la Direction estime que la recouvrabilité du montant investi ne peut raisonnablement être attendue dans un avenir proche. La perte est constatée en résultat, dans la rubrique



"Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente". Toute baisse ultérieure est également comptabilisée en compte de résultat.

Les dépréciations durables des actions ou autres instruments de capitaux propres passées en résultat sont irréversibles tant que l'instrument est porté au bilan. En cas d'appréciation ultérieure, celle-ci sera constatée en capitaux propres dans la rubrique "Gains ou pertes latents ou différés".

\* Dépréciation au titre du risque de crédit :

Les dépréciations sur actifs financiers à revenu fixe disponibles à la vente (obligations notamment) sont comptabilisées dans le poste "Coût du risque". En effet, seule l'existence d'un risque de crédit peut conduire à déprécier ces instruments à revenu fixe, la dépréciation en cas de perte due à une simple hausse des taux n'étant pas admise. En cas de dépréciation, l'intégralité des moins values latentes cumulées en capitaux propres doit être constatée en résultat. Ces dépréciations sont réversibles ; toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque" en cas d'amélioration de la situation de crédit de l'émetteur.

### ■ *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance*

#### Critère de classement et règles de transfert

Cette catégorie comprend les titres à revenu fixe ou déterminable ayant une date d'échéance fixe que le groupe CMNE a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à l'échéance.

Les éventuelles opérations de couverture du risque de taux d'intérêt mises en place sur cette catégorie de titres ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Par ailleurs, les possibilités de cessions ou de transfert de titres de ce portefeuille sont très limitées compte tenu des dispositions prévues par la norme IAS 39, sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau Groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant deux ans.

#### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes ainsi que les frais d'acquisition s'ils sont significatifs.

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" du compte de résultat.

#### Risque de crédit

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, résultant d'événements survenus postérieurement à la comptabilisation initiale et susceptible de générer une perte (risque de crédit avéré). Une analyse est effectuée à chaque arrêté, titre par titre. La dépréciation est évaluée par comparaison entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des flux futurs intégrant les garanties. Elle est constatée dans le compte de résultat à la rubrique "Coût du risque". Toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque".

### ⊙ **Mesure de la valeur de marché des instruments financiers**

Les instruments financiers sont répartis en trois niveaux selon un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et des paramètres utilisés pour leur valorisation :

- Niveau 1 : instruments financiers dont la juste valeur repose sur un prix coté :

Ce niveau regroupe les instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif, directement utilisables. Il comprend notamment les actions et les obligations liquides, les emprunts et ventes à découvert sur ces mêmes instruments, les parts de fonds dont la valeur liquidative est calculée quotidiennement.

- Niveau 2 : instruments financiers dont la juste valeur repose sur des techniques de valorisation dont toutes les données sont fondées sur des informations de marché observables :

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont la valorisation doit être établie à partir des références de prix d'instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions régulières peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables.

Ce niveau comprend notamment les actions et obligations de faible liquidité, les parts de Société Civiles Immobilières support de contrats en unités de compte dont les actifs sous-jacents font l'objet d'expertises périodiques fondées sur des données de marché observables, les parts de fonds pour lesquelles la liquidité est assurée de façon régulière, les instruments dérivés traités sur des marchés de gré à gré dont les techniques de valorisation reposent sur des paramètres observables.

- Niveau 3 : instruments dont la juste valeur repose sur des données internes contenant des données non observables significatives.

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation s'appuyant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables qui se définissent comme des paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date.

Un instrument est classé en niveau 3 si une part significative de sa valorisation repose sur des paramètres non observables. Ce niveau comprend notamment les actions non cotées, les obligations évaluées sur la base de modèles de valorisation utilisant au moins un paramètre non observable significatif ou sur la base d'indications de prix induites d'un marché non actif (parts de CDO), les parts de fonds en liquidation ou dont la cotation est suspendue, les dérivés complexes portant sur des sous-jacents multiples.

### ⊗ *Actifs non courants destinés à être cédés*

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste "Actifs non courants destinés à être cédés". Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés".

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

### ⊗ *Dérivés et comptabilité de couverture*

#### *Détermination de la juste valeur des dérivés*

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

#### *Classification des dérivés et comptabilité de couverture*

##### ■ *Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat", même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

##### \* *Dérivés incorporés*

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

##### \* *Comptabilisation*

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

## ■ *Comptabilité de couverture*

La norme IAS 39 permet trois formes de relation de couverture. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert.

La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.

La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.

Le CMNE a recours à la couverture de flux de trésorerie notamment pour le TSS émis en 2004.

La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.

La relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture est formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie les objectifs de gestion du risque de la direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente, l'identification de l'instrument de couverture et de l'élément couvert, ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.

L'efficacité de cette couverture doit être démontrée lors de la mise en place de la relation de couverture puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêt. Le rapport entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert doit se situer dans un intervalle de 80 à 125 %. Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

### \* Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés :

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat" symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou s'il s'agit d'un actif financier classé en "Actifs financiers disponibles à la vente". Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

La partie correspondant au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat" et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de macro-couverture ont pour objet de couvrir de façon globale tout ou partie du risque structurel de taux issu principalement des activités de banque de détail. Selon les dispositions de la norme IAS 39, le traitement comptable des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de macro-couverture de juste valeur est identique à celui des dérivés de couverture de juste valeur. La variation de juste valeur des portefeuilles couverts est enregistrée sur une ligne spécifique du bilan intitulée "Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux" par la contrepartie du compte de résultat. L'efficacité des couvertures est contrôlée de manière prospective en s'assurant que les dérivés, lors de leur mise en place, réduisent le risque de taux du portefeuille couvert. De manière rétrospective, les couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leurs sont associés deviennent insuffisants.

### \* Couverture de flux de trésorerie :

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas ; ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

## ⊗ Immobilisations et amortissements

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administratives. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique, c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

### Immobilisations corporelles :

- Constructions - gros œuvre structure	: 10 - 30 ans (en fonction du type d'immeuble concerné)
- Constructions - équipements	: 10 - 25 ans
- Agencements et installations	: 5 - 15 ans
- Mobilier et matériel de bureau	: 5 - 10 ans
- Matériel de sécurité	: 3 - 10 ans
- Matériel roulant	: 3 - 5 ans
- Matériel informatique	: 3 - 5 ans

### Immobilisations incorporelles :

- Logiciels acquis ou créés en interne	: 1 - 3 ans
--	-------------

## ⊗ Contrats d'épargne réglementée

Les comptes d'épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation),
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

## ⊗ Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), non classées en juste valeur par résultat sur option, sont comptabilisées, à l'origine, à leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

Ces dettes sont ensuite valorisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## Ⓢ Activités d'assurance

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par l'émission des contrats d'assurance sont établis conformément à la norme IFRS 4. Elle s'applique également aux contrats de réassurance, émis ou souscrits, et aux contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance consolidées par intégration globale suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe.

### ■ Actifs

Les actifs financiers, immeubles de placement et immobilisations suivent les méthodes de comptabilisation décrites par ailleurs.

En revanche, les actifs financiers représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte sont présentés en "Actifs financiers à la juste valeur par résultat".

### ■ Passifs

Les provisions techniques des contrats en unité de compte sont évaluées, à la date de clôture, sur la base de la valeur de réalisation des actifs servant de supports à ces contrats.

Les provisions des contrats d'assurance non-vie correspondent aux primes non acquises (portion des primes émises relative aux exercices ultérieurs) et aux sinistres à payer.

Les contrats d'assurance bénéficiant d'une clause de participation aux bénéfices discrétionnaires font l'objet d'une "comptabilité reflet". La provision pour participation aux bénéfices différée en résultant représente la quote-part des plus et moins-values des actifs revenant aux assurés. Ces provisions pour participation aux bénéfices différée sont présentées au passif ou à l'actif, par entité juridique et sans compensation entre entités du périmètre. A l'actif, elles figurent dans un poste distinct et leur recouvrabilité est jugée sur le fondement d'une analyse des flux futurs de trésorerie en tenant compte d'hypothèses de taux servis à la clientèle et de collecte cohérente avec le business plan établi par les compagnies.

A la date de clôture, un test de suffisance du passif comptabilisé sur ces contrats (nets des autres éléments d'actifs ou de passifs liés, tels que les frais d'acquisition reportés et les valeurs de portefeuille acquises) est réalisé : il est vérifié que le passif comptabilisé est suffisant pour couvrir les flux de trésorerie futurs estimés à cette date. Une insuffisance éventuelle des provisions techniques est constatée en résultat de la période (et serait reprise ultérieurement le cas échéant).

### ■ Compte de résultat

Les produits et charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par le Groupe sont présentés dans les postes "Produits des autres activités" et "Charges des autres activités".

Les produits et charges relevant des activités pour compte propre des entités d'assurance sont comptabilisés dans les rubriques qui leur sont relatives.

## Ⓢ Provisions

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un évènement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé le cas échéant pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le groupe couvrent notamment :

- les risques opérationnels,
- les engagements sociaux,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges et garanties de passif,
- les risques fiscaux,
- les risques liés à l'épargne logement.

## ⊗ Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19R. Les nouvelles dispositions se traduisent pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies par :

- La constatation immédiate des écarts actuariels en gains ou pertes latents ou différés comptabilisés en capitaux propres et des modifications de régime en résultat,
- L'application aux actifs du régime du taux d'actualisation de la dette,
- Un renforcement des informations à présenter en annexe.

Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste "Provisions". Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste "Charges de personnel", à l'exception de la part résultant des écarts actuariels qui est comptabilisée en gains ou pertes latents ou différés, en capitaux propres.

### ■ Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Il s'agit des régimes de retraite, préretraite et retraite complémentaires dans lesquels le groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux d'émission des entreprises notées AA en fonction de la durée des engagements,
- le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges, des catégories cadre / non cadre,
- les taux d'inflations, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités,
- les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI
- l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et des hypothèses liées à la loi portant réforme des retraites, avec un plafonnement maximum à 67 ans
- la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

### ■ Indemnités de fin de carrière

Les droits des salariés à l'indemnité de départ en retraite sont calculés en fonction du temps de présence et de la rémunération brute du salarié conformément à la convention collective applicable au groupe.

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière sont couverts par un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance. L'écart entre le montant des droits des salariés et la valeur du contrat de couverture fait l'objet d'une provision déterminée en fonction des informations communiquées par l'assureur.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en gains ou pertes latents ou différés, enregistrés en capitaux propres. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

## ⊗ Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Ces dettes sont valorisées au coût amorti.

## ⊗ Distinction Dettes et Capitaux propres

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du CMNE, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le groupe.



## IV NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

(Les notes sont présentées en milliers d'euros)

### 1. NOTES RELATIVES AU BILAN

#### Note 1 : Caisse, Banques Centrales

##### 1a. Prêts et créances sur établissements de crédit

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
<b>Caisse, Banques centrales</b>				
Banques centrales	421 849	353 795	68 054	19,24%
dont réserves obligatoires	51 635	52 607	-972	-1,85%
Caisse	81 577	74 107	7 470	10,08%
<b>Total</b>	<b>503 426</b>	<b>427 902</b>	<b>75 524</b>	<b>17,65%</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>				
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	3 047 102	2 871 549	175 553	6,11%
Autres comptes ordinaires	143 617	139 941	3 676	2,63%
Prêts	1 328 932	1 009 761	319 171	31,61%
Autres créances	68 923	99 721	-30 798	-30,88%
Créances dépréciées sur base individuelle	46	46	0	0,00%
Créances rattachées	30 523	75 441	-44 918	-59,54%
<b>Total</b>	<b>4 619 143</b>	<b>4 196 459</b>	<b>422 684</b>	<b>10,07%</b>

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu, Livret A)

##### 1b. Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
<b>Banques centrales</b>				
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s.</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>				
Autres comptes ordinaires	8 916	13 976	-5 060	-36,20%
Emprunts	2 138 390	2 324 483	-186 093	-8,01%
Autres dettes	48 067	27 660	20 407	73,78%
Pensions	0	25 587	-25 587	-100,00%
Dettes rattachées	11 680	13 125	-1 445	-11,01%
<b>Total</b>	<b>2 207 053</b>	<b>2 404 831</b>	<b>-197 778</b>	<b>-8,22%</b>

#### Note 2 : Actifs et passifs à la juste valeur par résultat

##### 2a. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013			31.12.2012		
	Transaction	Juste valeur sur option	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Total
<b>. Titres</b>	<b>267 232</b>	<b>9 981 219</b>	<b>10 248 451</b>	<b>268 185</b>	<b>9 686 031</b>	<b>9 954 216</b>
- Obligations et autres titres à revenu fixe	46 204	4 241 125	4 287 329	5 706	4 242 212	4 247 918
. Cotés	46 204	4 182 229	4 228 433	5 706	4 184 846	4 190 552
. Non cotés	0	58 896	58 896	0	57 366	57 366
- Actions et autres titres à revenu variable	221 028	5 740 094	5 961 122	262 479	5 443 819	5 706 298
. Cotés	221 028	5 740 094	5 961 122	262 479	5 443 819	5 706 298
. Instruments dérivés de transaction	37 314	0	37 314	22 749	0	22 749
<b>TOTAL</b>	<b>304 546</b>	<b>9 981 219</b>	<b>10 285 765</b>	<b>290 934</b>	<b>9 686 031</b>	<b>9 976 965</b>

##### 2b. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	22 773	34 197	-11 424	-33,41%
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	82 005	106 918	-24 913	-23,30%
<b>TOTAL</b>	<b>104 778</b>	<b>141 115</b>	<b>-36 337</b>	<b>-25,75%</b>

Les passifs financiers détenus à des fins de transaction concernent les instruments dérivés de transaction.

La ligne "passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat" correspond à certaines obligations structurées émises par la CFCMNE, pour lesquelles cette option de classement a été retenue.

## 2c. Hiérarchie de juste valeur

30.06.2013	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Transferts* N1 => N2	Transferts* N2 => N1
<b>Actifs financiers</b>						
Disponibles à la vente	5 775 624	479 248	151 937	6 406 809	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	490 662	0	0	490 662	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	4 999 940	478 494	0	5 478 434	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	281 986	0	798	282 784	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	3 036	754	27 925	31 715	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	0	0	123 214	123 214	0	0
Transaction / JVO	6 573 441	3 712 324	0	10 285 765	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	46 204	0	0	46 204	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	563 794	3 677 331	0	4 241 125	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	221 028	0	0	221 028	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	5 740 094	0	0	5 740 094	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	2 321	34 993	0	37 314	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	62 223	0	62 223	0	0
<b>Total</b>	<b>12 349 065</b>	<b>4 253 795</b>	<b>151 937</b>	<b>16 754 797</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Transaction / JVO	2 321	102 457	0	104 778	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	82 005	0	82 005	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	2 321	20 452	0	22 773	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	126 597	0	126 597	0	0
<b>Total</b>	<b>2 321</b>	<b>229 054</b>	<b>0</b>	<b>231 375</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

31.12.2012	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Transferts* N1 => N2	Transferts* N2 => N1
<b>Actifs financiers</b>						
Disponibles à la vente	6 122 140	248 067	154 458	6 524 665	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	528 700	0	0	528 700	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	5 043 770	246 756	0	5 290 526	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	548 702	0	801	549 503	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	968	1 311	30 390	32 669	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	0	0	123 267	123 267	0	0
Transaction / JVO	6 122 017	3 854 948	0	9 976 965	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	5 706	0	0	5 706	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	410 013	3 832 199	0	4 242 212	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	262 479	0	0	262 479	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	5 443 819	0	0	5 443 819	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	22 749	0	22 749	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	57 303	0	57 303	0	0
<b>Total</b>	<b>12 244 157</b>	<b>4 160 318</b>	<b>154 458</b>	<b>16 558 933</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Transaction / JVO	0	141 115	0	141 115	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	106 918	0	106 918	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	0	34 197	0	34 197	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	166 492	0	166 492	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>307 607</b>	<b>0</b>	<b>307 607</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* Seuls les transferts significatifs sont renseignés, c'est-à-dire les transferts dont le montant est supérieur à 10% du montant de la ligne "Total" pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.

Niveau 1: cours coté sur un marché actif.

Niveau 2: cours de marchés actifs pour des instruments semblables et techniques de valorisation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables,

Niveau 3: valorisation sur la base de modèles internes contenant des données non observables significatives.



## Hiérarchie de juste valeur – Détail du niveau 3

30.06.2013	Ouverture	Achats	Ventes	Rembours	Transferts	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts* NI,N2 => N3	Transferts* N3 => NI,N2
<b>Actifs financiers</b>											
Disponibles à la vente	154 458	517	-1 307	-262	0	-1 414	0	-55	151 937	0	0
- Obligations et autres T.R.F. - DALV	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Actions , TAP et autres T.R.V. - DALV	801	0	0	0	0	0	0	-3	798	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	30 390	517	-1 307	-262	0	-1 414	0	1	27 925	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	123 267	0	0	0	0	0	0	-53	123 214	0	0
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>154 458</b>	<b>517</b>	<b>-1 307</b>	<b>-262</b>	<b>0</b>	<b>-1 414</b>	<b>0</b>	<b>-55</b>	<b>151 937</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs financiers</b>											
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

31.12.2012	Ouverture	Achats	Ventes	Rembours	Transferts	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts* NI,N2 => N3	Transferts* N3 => NI,N2
<b>Actifs financiers</b>											
Disponibles à la vente	176 349	8 352	-3 328	0	-2 323	-797	-23 742	-53	154 458	0	-1 992
- Obligations et autres T.R.F. - DALV	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Actions , TAP et autres T.R.V. - DALV	809	0	0	0	0	0	0	-8	801	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	27 749	8 352	-3 328	0	-2 323	-797	781	-44	30 390	0	-1 992
- Parts entreprises liées - DALV	147 791	0	0	0	0	0	-24 523	-1	123 267	0	0
Transaction / JVO	20	0	-20	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	20	0	-20	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>176 369</b>	<b>8 352</b>	<b>-3 348</b>	<b>0</b>	<b>-2 323</b>	<b>-797</b>	<b>-23 742</b>	<b>-53</b>	<b>154 458</b>	<b>0</b>	<b>-1 992</b>
<b>Passifs financiers</b>											
Transaction / JVO	20	0	-20	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	20	0	-20	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>-20</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* Seuls les transferts significatifs sont renseignés, c'est-à-dire les transferts dont le montant est supérieur à 10% du montant de la ligne "Total" pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.

## Note 3 : Couverture

### 3a. Instruments dérivés de couverture

	30.06.2013		31.12.2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. Couverture de flux de trésorerie ( Cash flow Hedge )	3 990	41 230	3 514	41 628
. Couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	58 233	85 367	53 789	124 864
<b>TOTAL</b>	<b>62 223</b>	<b>126 597</b>	<b>57 303</b>	<b>166 492</b>

### 3b. Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur 30.06.2013	Juste valeur 31.12.2012	Variation de juste valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
. d'actifs financiers	23 000	58 330	-35 330
. de passifs financiers	3 478	3 839	-361

## Note 4 : Analyse des instruments dérivés

	30.06.2013			31.12.2012		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés de transaction</b>						
<i>Instrument de taux</i>						
Swaps	6 333 459	36 370	22 771	6 502 017	22 749	34 197
Options et instruments conditionnels	536	940	0	804	0	0
<i>Instrument de change</i>						
Autres contrats fermes	38 775	4	2	27 696	0	0
<i>Autres que taux et change</i>						
Options et instruments conditionnels	0	0	0	0	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>6 372 770</b>	<b>37 314</b>	<b>22 773</b>	<b>6 530 517</b>	<b>22 749</b>	<b>34 197</b>
<b>Instruments dérivés de couverture</b>						
<i>Couverture de Fair Value Hedge</i>						
Swaps	4 079 103	58 233	85 367	3 761 470	53 789	124 864
<i>Couverture de Cash Flow Hedge</i>						
Swaps	1 075 700	3 990	41 230	654 000	3 514	41 628
<b>Sous-total</b>	<b>5 154 803</b>	<b>62 223</b>	<b>126 597</b>	<b>4 415 470</b>	<b>57 303</b>	<b>166 492</b>
<b>Total</b>	<b>11 527 573</b>	<b>99 537</b>	<b>149 370</b>	<b>10 945 987</b>	<b>80 052</b>	<b>200 689</b>

## Note 5 : Actifs financiers disponibles à la vente

### 5a. Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
. Effets publics	483 446	521 436	-37 990	-7,29%
. Obligations et autres titres à revenu fixe	5 398 542	5 190 966	207 576	4,00%
- Cotés	4 928 321	4 935 609	-7 288	-0,15%
- Non cotés	470 221	255 357	214 864	84,14%
. Actions et autres titres à revenu variable	282 784	549 503	-266 719	-48,54%
- Cotés	127 073	410 585	-283 512	-69,05%
- Non cotés	155 711	138 918	16 793	12,09%
. Titres immobilisés	154 929	155 936	-1 007	-0,65%
- Titres de participations	21 264	21 016	248	1,18%
- Autres titres détenus à long terme	10 451	11 653	-1 202	-10,31%
- Parts dans les entreprises liées	123 214	123 267	-53	-0,04%
. Créances rattachées	87 108	106 824	-19 716	-18,46%
<b>TOTAL</b>	<b>6 406 809</b>	<b>6 524 665</b>	<b>-117 856</b>	<b>-1,81%</b>
Dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres	147 937	150 865	-2 928	-1,94%
Dont titres à revenu fixe dépréciés	8 523	12 172	-3 649	-29,98%
Dont dépréciation	-9 721	-7 306	-2 415	33,06%

En ce qui concerne les titres CIC, au 31 décembre 2008 le Groupe a décidé d'abandonner la valorisation au cours de bourse, au profit d'une valorisation basée sur les capitaux propres IFRS part du Groupe CIC. Le fait de ne pas retenir le cours de bourse est justifié par le caractère jugé inactif du marché du titre CIC et le très faible volume de flottant. Le recours à la même méthode de valorisation s'est pérennisé jusqu'au 31 décembre 2011. A partir du 31 décembre 2012, la méthodologie de valorisation a été affinée : la nouvelle valorisation est désormais fondée sur la "méthode de la somme des parties" (SOTP) ; selon ce calcul, la valeur d'une banque est égale à la somme de la valeur de chacun de ses métiers, déduction faite des coûts de holding. Le montant ainsi déterminé est de 198 euros par action au 30 juin 2013.

### 5b. Liste des principales participations non consolidées

	% détenu	Capitaux propres	Total bilan	PNB ou CA	Résultat
Groupe CIC	< 1	10 468 392	235 731 657	4 259 881	722 043
GACM	< 1	7 574 477	86 998 415	1 421 234	611 842
CCCM Paris	14%	497 856	5 721 740	25 824	13 476

Données au 31.12.2012

## 5c. Exposition au risque souverain

### Risque souverain grec

Les titres de dette souveraine grecque précédemment détenus et non encore cédés ont été apportés à l'échange du 12 mars 2012, dans le cadre des dispositions prévues par les autorités européennes. La totalité des titres grecs ainsi obtenus a ensuite été cédé. Le tableau ci-dessous détaille le risque résiduel au 31 décembre 2012 au titre de la présentation comparative. Il n'y a plus d'exposition au 30 juin 2013. Les montants communiqués incluent le secteur de l'assurance et sont indiqués après prise en compte de la participation aux bénéfices différés revenant aux assurés qui peut s'appliquer à ces encours.

31.12.2012			
Exposition nette *	Banque	Assurance	Total
Actifs à la juste valeur par résultat	-	-	-
Actifs disponibles à la vente	-	-	-
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-
Total	-	-	-
PNB	208	-	208
Coût du risque	38	- 198	- 160
Impact - résultat après impôt	246	- 130	116

(\* Exposition nette : après dépréciation pour risque de contrepartie et prise en compte de la participation aux bénéfices différés revenant aux assurés pour la partie assurances. Le coût du risque est également net de la PB revenant aux assurés.

### Autres expositions souveraines relatives aux GIIPS \*

(\* Greece, Ireland, Italy, Portugal, Spain)

#### Autres pays bénéficiant d'un plan de soutien

30.06.2013		
Exposition nette * - Bancassurance	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat	-	-
Actifs disponibles à la vente	3 122	1 130
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	-	-
Total	3 122	1 130
Plus/moins values constatées en capitaux propres	599	60

31.12.2012		
Exposition nette * - Bancassurance	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat	-	-
Actifs disponibles à la vente	3 026	1 153
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	-	-
Total	3 026	1 153
Plus/moins values constatées en capitaux propres	505	22

(\* Exposition nette : après prise en compte des plus ou moins-values latentes et de la participation aux bénéfices différés revenant aux assurés pour la partie assurances.

Autres pays (exposition banques uniquement)

30.06.2013		
Exposition nette - Bancaire uniquement	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	-	-
Actifs disponibles à la vente	3 811	7 808
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	-	-
<b>Total</b>	<b>3 811</b>	<b>7 808</b>
Plus/moins values constatées en capitaux propres		
	- 7	25

31.12.2012		
Exposition nette - Bancaire uniquement	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	-	-
Actifs disponibles à la vente	8 599	7 461
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	-	-
<b>Total</b>	<b>8 599</b>	<b>7 461</b>
Plus/moins values constatées en capitaux propres		
	- 2	- 272

**Note 6 : Clientèle**

**6a. Prêts et créances sur la clientèle**

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
Créances saines	13 781 334	13 819 481	-38 147	-0,28%
. Créances commerciales	13 166	11 547	1 619	14,02%
. Autres concours à la clientèle	13 724 308	13 764 579	-40 271	-0,29%
- crédits à l'habitat	7 400 594	7 372 495	28 099	0,38%
- autres concours et créances diverses dont pensions	6 323 714	6 392 084	-68 370	-1,07%
. Créances rattachées	43 860	43 355	505	1,16%
Créances d'assurance et réassurance	21 352	15 111	6 241	41,30%
Créances dépréciées sur base individuelle	1 030 153	965 372	64 781	6,71%
<b>Créances brutes</b>	<b>14 832 839</b>	<b>14 799 964</b>	<b>32 875</b>	<b>0,22%</b>
Provisions individuelles	-664 726	-627 950	-36 776	5,86%
Provisions collectives	-28 064	-27 769	-295	1,06%
<b>SOUS TOTAL I</b>	<b>14 140 049</b>	<b>14 144 245</b>	<b>-4 196</b>	<b>-0,03%</b>
Location financement (investissement net)	1 203 400	1 180 521	22 879	1,94%
. Mobilier	823 718	799 863	23 855	2,98%
. Immobilier	364 534	362 571	1 963	0,54%
. Créances dépréciées sur base individuelle	15 148	18 087	-2 939	-16,25%
Dépréciations	-12 689	-15 660	2 971	-18,97%
<b>SOUS TOTAL II</b>	<b>1 190 711</b>	<b>1 164 861</b>	<b>25 850</b>	<b>2,22%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15 330 760</b>	<b>15 309 106</b>	<b>21 654</b>	<b>0,14%</b>

Opérations de location financement avec la clientèle :

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2013
Valeur brute comptable	1 180 521	95 940	-72 646	-415	1 203 400
Dépréciations des loyers non recouvrables	-15 660	-2 575	5 546	0	-12 689
Valeur nette comptable	1 164 861	93 365	-67 100	-415	1 190 711

## 6b. Dettes envers la clientèle

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
. Comptes d'épargne à régime spécial	11 025 077	11 070 941	-45 864	-0,41%
- à vue	9 761 544	9 823 658	-62 114	-0,63%
- à terme	1 263 533	1 247 283	16 250	1,30%
. Dettes rattachées sur comptes d'épargne	113 604	20 382	93 222	457,37%
<b>Sous-total</b>	<b>11 138 681</b>	<b>11 091 323</b>	<b>47 358</b>	<b>0,43%</b>
. Comptes à vue	3 183 480	3 107 539	75 941	2,44%
. Comptes et emprunts à terme	1 202 220	1 237 885	-35 665	-2,88%
. Dettes rattachées	63 117	75 134	-12 017	-15,99%
. Dettes d'assurance et de réassurance	70 721	58 952	11 769	19,96%
<b>Sous-total</b>	<b>4 519 538</b>	<b>4 479 510</b>	<b>40 028</b>	<b>0,89%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15 658 219</b>	<b>15 570 833</b>	<b>87 386</b>	<b>0,56%</b>

## Note 7 : Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
. Titres	1 176 615	1 354 651	-178 036	-13,14%
- Effets publics	69 866	70 246	-380	-0,54%
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 106 749	1 284 405	-177 656	-13,83%
. Cotés	561 985	798 799	-236 814	-29,65%
. Non cotés	544 764	485 606	59 158	12,18%
. Créances rattachées	13 676	19 664	-5 988	-30,45%
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>1 190 291</b>	<b>1 374 315</b>	<b>-184 024</b>	<b>-13,39%</b>
dont actifs dépréciés	6 013	6 013	0	0,00%
Dépréciations	-6 013	-6 013	0	0,00%
<b>TOTAL NET</b>	<b>1 184 278</b>	<b>1 368 302</b>	<b>-184 024</b>	<b>-13,45%</b>

## Note 8 : Evolution des provisions pour dépréciations

	31.12.2012	Dotations	Reprise	Autres	30.06.2013
Prêts et créances sur la clientèle	-671 379	-41 188	28 833	-21 745	-705 479
Titres en AFS "disponibles à la vente" - TRF	-1 569	0	0	65	-1 504
Titres en AFS "disponibles à la vente" - TRV	-5 737	-3 962	1 482	0	-8 217
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"	-6 013	0	0	0	-6 013
<b>Total</b>	<b>-684 698</b>	<b>-45 150</b>	<b>30 315</b>	<b>-21 680</b>	<b>-721 213</b>

Le montant figurant dans la colonne "Autres", concernant la clientèle, provient pour l'essentiel du reclassement de provisions précédemment déduites de l'encours des comptes-courants débiteurs.

## Note 9 : Instruments financiers – Reclassements

Néant

La norme de suivi jusqu'à échéance des actifs reclassés ne s'impose qu'aux valeurs réaffectées à des rubriques de "prêts". N'ayant procédé qu'à des reclassements entre catégories de titres, le Groupe ne répond donc pas à ces critères et ne renseigne cet aspect que les années où il opère un reclassement.

## Note 10 : Impôts

### 10a. Impôts courants

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
Actif (par résultat)	59 357	79 564	-20 207	-25,40%
Passif (par résultat)	50 924	76 197	-25 273	-33,17%

## 10b. Impôts différés

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
Actif (par résultat)	81 280	92 336	-11 056	-11,97%
Actif (par capitaux propres)	4 526	4 428	98	2,21%
Passif (par résultat)	12 587	10 988	1 599	14,55%
Passif (par capitaux propres)	35 860	36 213	-353	-0,97%

### Répartition des impôts différés par grandes catégories

	30.06.2013		31.12.2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. Reports fiscaux déficitaires	0	0	2 054	0
. Différences temporaires sur				
- PV/MV différées sur titres disponibles à la vente	0	48 111	0	49 307
- autres gains/pertes latents ou différés	16 778	0	17 522	0
- provisions	39 587	103	37 858	100
- réserve latente de location financement	943	4 449	881	4 469
- autres décalages temporaires	39 391	6 677	50 743	5 619
. Compensation	-10 893	-10 893	-12 294	-12 294
<b>Total des actifs et passifs d'impôts différés</b>	<b>85 806</b>	<b>48 447</b>	<b>96 764</b>	<b>47 201</b>

## Note 11 : Comptes de régularisation et actifs et passifs divers

### 11a. Comptes de régularisation et actifs divers

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
<b>Comptes de régularisation actif</b>				
Valeurs reçues à l'encaissement	20 359	11 485	8 874	77,27%
Comptes d'ajustement sur devises	4	6	-2	-33,33%
Produits à recevoir	10 945	12 920	-1 975	-15,29%
Comptes de régularisation divers	98 030	76 291	21 739	28,49%
<b>Sous-total</b>	<b>129 338</b>	<b>100 702</b>	<b>28 636</b>	<b>28,44%</b>
<b>Autres actifs</b>				
Dépôts de garantie versés	86 264	43 268	42 996	99,37%
Débiteurs divers	163 420	208 395	-44 975	-21,58%
Stocks et assimilés	14 952	11 974	2 978	24,87%
<b>Sous-total</b>	<b>264 636</b>	<b>263 637</b>	<b>999</b>	<b>0,38%</b>
<b>Autres actifs d'assurance</b>				
Provisions techniques - Part des réassureurs	26 012	24 615	1 397	5,68%
<b>Sous-total</b>	<b>26 012</b>	<b>24 615</b>	<b>1 397</b>	<b>5,68%</b>
<b>Total</b>	<b>419 986</b>	<b>388 954</b>	<b>31 032</b>	<b>7,98%</b>

### 11b. Comptes de régularisation et passifs divers

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
<b>Comptes de régularisation passif</b>				
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	515	11	504	n.s.
Charges à payer	43 562	39 872	3 690	9,25%
Produits constatés d'avance	89 176	91 805	-2 629	-2,86%
Comptes de régularisation divers	39 394	56 922	-17 528	-30,79%
<b>Sous-total</b>	<b>172 647</b>	<b>188 610</b>	<b>-15 963</b>	<b>-8,46%</b>
<b>Autres passifs</b>				
Comptes de règlement sur opérations sur titres	861 250	735 239	126 011	17,14%
Versements restant à effectuer sur titres	92 718	100 502	-7 784	-7,75%
Créditeurs divers	260 664	241 469	19 195	7,95%
<b>Sous-total</b>	<b>1 214 632</b>	<b>1 077 210</b>	<b>137 422</b>	<b>12,76%</b>
<b>Autres passifs d'assurance</b>				
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s.</b>
<b>Total</b>	<b>1 387 279</b>	<b>1 265 820</b>	<b>121 459</b>	<b>9,60%</b>

**Note 12 : Participations dans les entreprises mises en équivalence**  
**Quote-part dans le résultat des entreprises MEE**

	30.06.2013		31.12.2012	
	Valeur de MEE	QP de résultat	Valeur de MEE	QP de résultat
Euro Information	83 905	3 697	79 959	7 689
CM Habitat Gestion	78	-1	79	-1
Sicorfé Maintenance	1 218	67	1 151	124
Siparex Proximité Innovation	1 538	257	1 527	334
Convictions Asset Management	1 468	380	1 421	73
Holding Cholet Dupont S.A.	9 350	332	9 325	523
LFP Nexity services immobiliers	24 848	289	24 559	638
<b>TOTAL</b>	<b>122 405</b>	<b>5 021</b>	<b>118 021</b>	<b>9 380</b>

**Données financières publiées par les principales entreprises mises en équivalence**

	Total bilan	PNB	Résultat net
Euro Information	902 509	819 953	75 547
CM Habitat Gestion	376	1	-3
Sicorfé Maintenance	4 489	8 147	365
Siparex Proximité Innovation	5 730	7 128	718
Convictions Asset Management	10 188	3 156	242
Holding Cholet Dupont S.A.	132 988	16 693	1 567
LFP Nexity Services Immobiliers	184 846	72 893	2 587

N.B. : Ces données se rapportent à l'exercice 2012

**Note 13 : Immeubles de placement**

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2013
Coût historique	73 057	1 028	0	0	74 085
Amortissement et dépréciation	-23 337	-1 236	0	0	-24 573
<b>Montant net</b>	<b>49 720</b>	<b>-208</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>49 512</b>

La juste valeur de ces immeubles (enregistrés au coût) est de 74.452 K€ au 30 juin 2013, comme au 31 décembre 2012. Elle est déterminée à dire d'expert.

**Note 14 : Immobilisations corporelles et incorporelles**

**14a. Immobilisations corporelles**

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2013
<b>Coût historique</b>					
Terrains d'exploitation	19 114	129	-538	-22	18 683
Constructions d'exploitation	201 580	6 776	-5 022	327	203 661
Autres immobilisations corporelles	253 943	17 982	-6 434	-6 028	259 463
<b>Total</b>	<b>474 637</b>	<b>24 887</b>	<b>-11 994</b>	<b>-5 723</b>	<b>481 807</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
Terrains d'exploitation	-1	0	0	0	-1
Constructions d'exploitation	-105 029	-3 942	4 173	-63	-104 861
Autres immobilisations corporelles	-151 547	-8 075	5 301	156	-154 165
<b>Total</b>	<b>-256 577</b>	<b>-12 017</b>	<b>9 474</b>	<b>93</b>	<b>-259 027</b>
<b>Montant net</b>	<b>218 060</b>	<b>12 870</b>	<b>-2 520</b>	<b>-5 630</b>	<b>222 780</b>

Les variations dans la colonne "Autres" proviennent essentiellement d'un reclassement chez BeObank entre immobilisations corporelles et incorporelles.

## 14b. Immobilisations incorporelles

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2013
<b>Coût historique</b>					
. Immobilisations générées en interne	43 606	11 349	0	5 978	60 933
. Immobilisations acquises	72 110	2 410	-561	-3	73 956
- logiciels	30 074	1 659	-533	1	31 201
- autres	42 036	751	-28	-4	42 755
<b>Total</b>	<b>115 716</b>	<b>13 759</b>	<b>-561</b>	<b>5 975</b>	<b>134 889</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
. Immobilisations générées en interne	-42 680	-321	0	0	-43 001
. Immobilisations acquises	-43 511	-2 214	19	-167	-45 873
- logiciels	-24 770	-1 021	0	-166	-25 957
- autres	-18 741	-1 193	19	-1	-19 916
<b>Total</b>	<b>-86 191</b>	<b>-2 535</b>	<b>19</b>	<b>-167</b>	<b>-88 874</b>
<b>Montant net</b>	<b>29 525</b>	<b>11 224</b>	<b>-542</b>	<b>5 808</b>	<b>46 015</b>

Variations en colonne "Autres" : cf ci-dessus.

### Note 15 : Ecarts d'acquisition

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2013
Ecart d'acquisition brut *	198 954	0	0	0	198 954
Dépréciations	-1 915	0	0	0	-1 915
<b>Ecart d'acquisition net</b>	<b>197 039</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>197 039</b>

\* dont 19.255 K€ correspondant au cumul des amortissements au 1/1/2005

### Détail des écarts d'acquisition

Filiales	Valeur de l'EA au 31.12.2012	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Valeur de l'EA au 30.06.2013
BKCP / BKCP Securities	316				316
CMNE Belgium / BKCP	2 027				2 027
CMNE Belgium / La Française AM Private Bank	2 736				2 736
Amortissement au 1-1-2005	-821				-821
Dépréciation	-1 915				-1 915
CMNE / UFG IM	8 061				8 061
Amortissement au 1-1-2005	-3 348				-3 348
CMNE / La Pérennité	18 025				18 025
Amortissement au 1-1-2005	-5 858				-5 858
CMNE / La Française AM	937				937
Amortissement au 1-1-2005	-298				-298
La Française Real Estate Management / Eurogérance	1 567				1 567
La Française Real Estate Management / Franklin Gérance	755				755
La Française AM / La Française Real Estate Management	7 371				7 371
Amortissement au 1-1-2005	-3 872				-3 872
NEA / ACMN Vie	5 640				5 640
NEPI / SCI Centre Gare	1 358				1 358
Amortissement au 1-1-2005	-633				-633
NEPI / La Française Real Estate Management	6 321				6 321
Amortissement au 1-1-2005	-4 425				-4 425
La Française AM Finance Services / Société Holding Partenaires	863				863
LFP / UFG Sarasin	2 833				2 833
La Française AM / Groupe LFP	159 398				159 398
Autres	1				1
<b>TOTAL</b>	<b>197 039</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>197 039</b>

### Note 16 : Dettes représentées par un titre

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
Bons de caisse	180 129	202 446	-22 317	-11,02%
TMI & TCN	4 758 136	4 957 970	-199 834	-4,03%
Emprunts obligataires	900 409	237 530	662 879	279,07%
Dettes rattachées	44 863	34 530	10 333	29,92%
<b>TOTAL</b>	<b>5 883 537</b>	<b>5 432 476</b>	<b>451 061</b>	<b>8,30%</b>



## Note 17 : Provisions techniques des contrats d'assurance

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
Vie	9 884 190	9 843 299	40 891	0,42%
Non vie	169 568	165 816	3 752	2,26%
Unités de compte	1 540 458	1 462 364	78 094	5,34%
Autres	14 316	10 963	3 353	30,58%
<b>TOTAL</b>	<b>11 608 532</b>	<b>11 482 442</b>	<b>126 090</b>	<b>1,10%</b>
Dont participation aux bénéfices différée passive	476 920	623 818	-146 898	-23,55%
Participation aux bénéfices différée active	0	0	0	n.s.
Part des réassureurs dans les provisions techniques	26 012	24 615	1 397	5,68%
<b>PROVISIONS TECHNIQUES NETTES</b>	<b>11 582 520</b>	<b>11 457 827</b>	<b>124 693</b>	<b>1,09%</b>

## Note 18 : Provisions

	31.12.2012	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Variation de juste valeur	Autres variations	30.06.2013
<b>Provisions pour risques</b>	<b>11 390</b>	<b>1 755</b>	<b>-865</b>	<b>-447</b>	<b>0</b>	<b>2 304</b>	<b>14 137</b>
Sur engagements par signature	936	186	-51	-130	0	0	941
Sur engagements de financement et de garantie	0	0	0	0	0	3 001	3 001
Provision pour impôt	1 884	0	0	-32	0	-27	1 825
Provisions pour litiges	4 584	209	-322	0	0	0	4 471
Provisions pour risques sur créances diverses	3 986	1 360	-492	-285	0	-670	3 899
<b>Autres provisions</b>	<b>53 008</b>	<b>1 214</b>	<b>-15 786</b>	<b>-2 637</b>	<b>0</b>	<b>-2 394</b>	<b>33 405</b>
Provision pour épargne logement	5 511	33	0	-365	0	0	5 179
Provisions pour éventualité diverses	36 166	1 181	-11 208	-2 129	0	-2 395	21 615
Autres provisions	11 331	0	-4 578	-143	0	1	6 611
<b>Provisions pour engagements de retraite</b>	<b>90 347</b>	<b>5 129</b>	<b>-2 041</b>	<b>0</b>	<b>-430</b>	<b>56</b>	<b>93 061</b>
<b>Total</b>	<b>154 745</b>	<b>8 098</b>	<b>-18 692</b>	<b>-3 084</b>	<b>-430</b>	<b>-34</b>	<b>140 603</b>

Les variations dans la colonne "Autres" proviennent essentiellement de corrections de classement dans BeObank (ex Citibank Belgique).

	31.12.2011*	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Variation de juste valeur	Autres variations	31.12.2012
<b>Provisions pour risques</b>	<b>7 037</b>	<b>4 934</b>	<b>-874</b>	<b>-10 936</b>	<b>0</b>	<b>11 229</b>	<b>11 390</b>
Sur engagements par signature	1 051	352	0	-467	0	0	936
Sur engagements de financement et de garantie	0	0	0	-3 632	0	3 632	0
Provision pour impôt	214	647	0	0	0	1 023	1 884
Provisions pour litiges	868	1 310	0	-4 168	0	6 574	4 584
Provisions pour risques sur créances diverses	4 904	2 625	-874	-2 669	0	0	3 986
<b>Autres provisions</b>	<b>22 609</b>	<b>31 031</b>	<b>-5 279</b>	<b>-11 693</b>	<b>0</b>	<b>16 340</b>	<b>53 008</b>
Provision pour épargne logement	9 099	0	0	-3 588	0	0	5 511
Provisions pour éventualité diverses	12 032	20 534	-2 037	-8 105	0	13 742	36 166
Autres provisions	1 478	10 497	-3 242	0	0	2 598	11 331
<b>Provisions pour engagements de retraite</b>	<b>39 179</b>	<b>6 359</b>	<b>0</b>	<b>-8 769</b>	<b>15 440</b>	<b>38 138</b>	<b>90 347</b>
<b>Total</b>	<b>68 825</b>	<b>42 324</b>	<b>-6 153</b>	<b>-31 398</b>	<b>15 440</b>	<b>65 707</b>	<b>154 745</b>

Les variations dans la colonne "Autres" proviennent de l'intégration de Citibank Belgique et OBK. La variation de juste valeur est liée à l'évolution des écarts actuariels sur les Indemnités de Fin de Carrière.

## Provisions PEL / CEL

	0-4 ans	4-10 ans	+10 ans	Total
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	164 382	235 285	558 687	958 354
Montant des provisions sur PEL	0	0	440	440
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne				269 859
Montant des provisions sur CEL				3 142
Dotations Provisions EL				(33)
Reprises Provisions EL				365
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				67 710
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				1 597

## Engagements de retraite et avantages similaires

	31.12.2012	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres variations	30.06.2013
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite						
Indemnités de fin de carrière	87 834	4 437	-2 041	-430	0	89 800
Compléments de retraite	1 278	0	0	0	56	1 334
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	1 235	692	0	0	0	1 927
<b>Total comptabilisé</b>	<b>90 347</b>	<b>5 129</b>	<b>-2 041</b>	<b>-430</b>	<b>56</b>	<b>93 061</b>

	31.12.2011*	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres variations	31.12.2012
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite						
Indemnités de fin de carrière	36 903	6 103	-8 750	15 440	38 138	87 834
Compléments de retraite	1 225	72	-19	0	0	1 278
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	1 051	184	0	0	0	1 235
<b>Total comptabilisé</b>	<b>39 179</b>	<b>6 359</b>	<b>-8 769</b>	<b>15 440</b>	<b>38 138</b>	<b>90 347</b>

La variation dans la colonne "Autres" provient de l'intégration de Citibank Belgique et OBK.

## Note 19 : Dettes subordonnées

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
Dettes subordonnées	0	8 725	-8 725	-100,00%
Dettes subordonnées à durée indéterminée	156 019	146 734	9 285	6,33%
Dettes rattachées	1 180	1 807	-627	-34,70%
<b>TOTAL</b>	<b>157 199</b>	<b>157 266</b>	<b>-67</b>	<b>-0,04%</b>

La variation s'explique par le reclassement de titres subordonnés d'OBK.

## Caractéristiques des principales dettes subordonnées

Type	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice	Echéance
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée CFMNE	2004	150 000	150 000	-
- détention groupe CMNE		-18 320	13 762	
Autres			19 781	
Dettes rattachées			1 180	
			<b>157 199</b>	

## Note 20 : Capitaux propres

### 20a. Capitaux propres part du Groupe (hors résultat et gains et pertes latents)

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
Capital et réserves liées au capital	1 314 387	1 320 813	-6 426	-0,49%
- Capital	1 311 637	1 318 063	-6 426	-0,49%
- Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion	2 750	2 750	0	0,00%
Réserves consolidées	678 743	563 974	114 769	20,35%
- Autres réserves (dont effets liés à la première application)	769 201	654 747	114 454	17,48%
- Report à nouveau	-90 458	-90 773	315	-0,35%
<b>Total</b>	<b>1 993 130</b>	<b>1 884 787</b>	<b>108 343</b>	<b>5,75%</b>

## 20b. Gains ou pertes latents différés part du Groupe

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :				
- actifs disponibles à la vente	147 937	150 865	-2 928	-1,94%
- dérivés de couverture (CFH)	-21 971	-22 948	977	-4,26%
- Autres	-8 146	-8 421	275	-3,27%
<b>Total</b>	<b>117 820</b>	<b>119 496</b>	<b>-1 676</b>	<b>-1,40%</b>

\* soldes net d'IS et après traitement de la comptabilité reflet

## Note 21 : Engagements donnés et reçus

Engagements donnés	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
<b>Engagements de financement</b>				
Engagements en faveur d'établissements de crédit	76 921	67 921	9 000	13,25%
Engagements en faveur de la clientèle	2 443 981	2 233 257	210 724	9,44%
<b>Engagements de garantie</b>				
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	109 464	188 968	-79 504	-42,07%
Engagements d'ordre de la clientèle	129 998	136 282	-6 284	-4,61%
<b>Engagements sur titres</b>				
Autres engagements donnés	728	651	77	11,83%

Engagements reçus	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
<b>Engagements de financement</b>				
Engagements reçus d'établissements de crédit	716 146	981 747	-265 601	-27,05%
<b>Engagements de garantie</b>				
Engagements reçus d'établissements de crédit	2 440 529	2 379 479	61 050	2,57%
Engagements reçus de la clientèle	5 369 423	5 595 209	-225 786	-4,04%
<b>Engagements sur titres</b>				
Autres engagements reçus	15 728	651	15 077	n.s.

## Actifs donnés en garantie de passif

	30.06.2013	31.12.2012	Variation	
Dépôts de garantie sur opérations de marché	86 264	43 268	42 996	99,37%
Titres et valeurs donnés en pension (passifs associés)	0	25 587	-25 587	-100,00%
<b>Total</b>	<b>86 264</b>	<b>68 855</b>	<b>17 409</b>	<b>25,28%</b>

Au 31.12.2012, la juste valeur des actifs donnés en pension s'élevait à 25.587 €. Aucune opération n'est en cours au 30.06.2013.

## 2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### Note 22 : Intérêts et produits / charges assimilés

	30.06.2013		30.06.2012		31.12.2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
. Etablissements de crédit & banques centrales	41 245	-12 978	41 395	-10 159	80 722	-20 665
. Clientèle	536 221	-278 935	471 970	-279 090	1 016 683	-568 263
- dont location financement et location simple	180 907	-157 733	177 874	-152 969	352 748	-306 647
. Instruments dérivés de couverture	12 605	-43 050	25 136	-56 497	34 690	-105 263
. Actifs financiers disponibles à la vente	29 209		24 995		55 813	
. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	13 468		21 817		38 198	
. Dettes représentées par un titre		-44 572		-62 892		-110 291
. Dettes subordonnées		-1 912		-2 621		-4 800
<b>TOTAL</b>	<b>632 748</b>	<b>-381 447</b>	<b>585 313</b>	<b>-411 259</b>	<b>1 226 106</b>	<b>-809 282</b>
Dont produits et charges d'intérêt calculés au TIE	620 143	-338 397	560 177	-354 762	1 191 416	-704 019
Dont intérêts sur passifs au cout amorti		-338 397		-354 762		-704 019

### Note 23 : Commissions

	30.06.2013		30.06.2012		31.12.2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	2 109	-155	1 270	-168	2 668	-389
. Clientèle	38 934	-425	28 618	-434	65 665	-868
. Titres	11 264	-217	7 409	-4	16 553	-26
<i>dont activités gérées pour compte de tiers</i>	<i>2 173</i>		<i>2 238</i>		<i>2 497</i>	
. Instruments dérivés	3	0	4	0	7	0
. Change	108	0	164	0	272	0
. Engagements de financement et de garantie	88	-54	70	-62	149	-130
. Prestations de services	53 073	-29 496	39 275	-17 241	91 086	-53 717
<b>TOTAL</b>	<b>105 579</b>	<b>-30 347</b>	<b>76 810</b>	<b>-17 909</b>	<b>176 400</b>	<b>-55 130</b>

### Note 24 : Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013	30.06.2012	Variation		31.12.2012
Instruments de transaction	18 425	4 071	14 354	352,59%	28 989
Instruments à la juste valeur sur option	-10 781	11 589	-22 370	-193,03%	49 665
Inefficacité des couvertures	2 592	-609	3 201	-525,62%	-577
. Sur couverture de juste valeur (FVH)	2 592	-609	3 201	-525,62%	-577
. Variations de juste valeur des éléments couverts	-44 510	7 791	-52 301	-671,30%	-42 358
. Variations de juste valeur des éléments de couverture	47 102	-8 400	55 502	-660,74%	41 781
Résultat de change	656	449	207	46,10%	860
<b>Total des variations de juste valeur</b>	<b>10 892</b>	<b>15 500</b>	<b>-4 608</b>	<b>-29,73%</b>	<b>78 937</b>
<i>dont dérivés de transaction</i>	<i>14 417</i>	<i>548</i>	<i>13 869</i>	<i>n.s.</i>	<i>17 707</i>

## Note 25 : Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2013			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		2 802	0	2 802
. Actions et autres titres à revenu variable	1 168	3 211	-1 864	2 515
. Titres immobilisés	5 192	5 378	-615	9 955
. Autres	0	-605	0	-605
<b>Total</b>	<b>6 360</b>	<b>10 786</b>	<b>-2 479</b>	<b>14 667</b>

	30.06.2012			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		-581	0	-581
. Actions et autres titres à revenu variable	969	931	-49	1 851
. Titres immobilisés	4 718	62	-617	4 163
. Autres	-27	0	0	-27
<b>Total</b>	<b>5 660</b>	<b>412</b>	<b>-666</b>	<b>5 406</b>

	31.12.2012			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		1 076	0	1 076
. Actions et autres titres à revenu variable	1 894	-384	-127	1 383
. Titres immobilisés	5 017	3 802	-915	7 904
. Autres	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>6 911</b>	<b>4 494</b>	<b>-1 042</b>	<b>10 363</b>

## Note 26 : Produits et charges des autres activités

	30.06.2013	30.06.2012	Variation		31.12.2012
<b>Produits des autres activités</b>					
. Contrats d'assurance	777 663	747 530	30 133	4,03%	1 540 909
. Charges refacturées	4 518	4 720	-202	-4,28%	13 241
. Autres produits	113 763	112 639	1 124	1,00%	228 854
<b>Sous-total</b>	<b>895 944</b>	<b>864 889</b>	<b>31 055</b>	<b>3,59%</b>	<b>1 783 004</b>
<b>Charges des autres activités</b>			0 n.s.		
. Contrats d'assurance	-684 517	-671 443	-13 074	1,95%	-1 413 310
. Immeubles de placement :	-1 238	-1 446	208	-14,38%	-2 498
- dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu)	-1 238	-1 446	208	-14,38%	-2 498
- moins values de cession	0	0	0	n.s.	0
. Autres charges	-36 454	-37 891	1 437	-3,79%	-76 970
<b>Sous-total</b>	<b>-722 209</b>	<b>-710 780</b>	<b>-11 429</b>	<b>1,61%</b>	<b>-1 492 778</b>
<b>Total net des autres produits et charges</b>	<b>173 735</b>	<b>154 109</b>	<b>19 626</b>	<b>12,74%</b>	<b>290 226</b>

## Détail des produits nets des activités d'assurance

	30.06.2013	30.06.2012	Variation		31.12.2012
Primes acquises	589 759	574 987	14 772	2,57%	1 102 350
Charges des prestations	-504 464	-547 422	42 958	-7,85%	-1 049 414
Variations des provisions	-172 667	-116 992	-55 675	47,59%	-348 552
Autres charges et produits techniques et non techniques	-364	-2 496	2 132	-85,42%	-10 031
Produits nets des placements	180 882	168 010	12 872	7,66%	433 246
<b>Total</b>	<b>93 146</b>	<b>76 087</b>	<b>17 059</b>	<b>22,42%</b>	<b>127 599</b>

## Note 27 : Frais généraux

	30.06.2013	30.06.2012	Variation		31.12.2012
Charges de personnel	-222 662	-181 358	-41 304	22,77%	-383 174
Autres charges	-152 438	-121 183	-31 255	25,79%	-328 052
<b>TOTAL</b>	<b>-375 100</b>	<b>-302 541</b>	<b>-72 559</b>	<b>23,98%</b>	<b>-711 226</b>

### 27a. Charges de personnel

	30.06.2013	30.06.2012	Variation		31.12.2012
Salaires et traitements	-126 934	-107 764	-19 170	17,79%	-224 431
Charges sociales	-64 764	-53 223	-11 541	21,68%	-113 088
Intéressement et participation des salariés	-17 261	-10 242	-7 019	68,53%	-23 373
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-13 703	-9 928	-3 775	38,02%	-22 228
Autres	0	-201	201	-100,00%	-54
<b>TOTAL</b>	<b>-222 662</b>	<b>-181 358</b>	<b>-41 304</b>	<b>22,77%</b>	<b>-383 174</b>

Le montant publié au 30 juin 2012 sur la ligne "Charges sociales" était de - 56.766 K€; le total publié au titre du total des charges de personnel était de - 184.901 K€ L'écart, soit + 3.543 K€ correspond au retraitement de la dotation du premier semestre 2012 à la provision IFC pour la part liée aux écarts actuariels dans le cadre de l'application anticipée d'IAS 19 Révisée.

### Effectifs moyens

	30.06.2013	30.06.2012	Variation		31.12.2012
Techniciens de la banque	2 537	2 667	-130	-4,87%	2 612
Cadres	1 857	2 080	-223	-10,72%	1 831
<b>Total</b>	<b>4 394</b>	<b>4 747</b>	<b>-353</b>	<b>-7,44%</b>	<b>4 443</b>

### 27b. Autres charges d'exploitation

	30.06.2013	30.06.2012	Variation		31.12.2012
Impôts et taxes	-9 812	-9 348	-464	4,96%	-61 868
Services extérieurs	-66 294	-72 996	6 702	-9,18%	-164 879
Autres charges diverses	-61 778	-26 008	-35 770	137,53%	-72 423
<b>Total</b>	<b>-137 884</b>	<b>-108 352</b>	<b>-29 532</b>	<b>27,26%</b>	<b>-299 170</b>

### 27c. Dotations / reprises sur amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

	30.06.2013	30.06.2012	Variation		31.12.2012
Amortissements :	-14 554	-12 826	-1 728	13,47%	-29 017
- immobilisations corporelles	-12 016	-10 275	-1 741	16,94%	-23 070
- immobilisations incorporelles	-2 538	-2 551	13	-0,51%	-5 947
Dépréciations :	0	-5	5	-100,00%	135
- immobilisations incorporelles	0	-5	5	-100,00%	135
<b>Total</b>	<b>-14 554</b>	<b>-12 831</b>	<b>-1 723</b>	<b>13,43%</b>	<b>-28 882</b>

## Note 28 : Coût du risque

30.06.2013	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-606	0	-606
Clientèle	-38 437	23 192	-6 689	-1 008	355	-22 587
. Location financement	-565	825	-502	-31	22	-251
. Autres - clientèle	-37 872	22 367	-6 187	-977	333	-22 336
<b>Sous total</b>	<b>-38 437</b>	<b>23 192</b>	<b>-6 689</b>	<b>-1 614</b>	<b>355</b>	<b>-23 193</b>
HTM - DJM	0	0	0	0	0	0
AFS - DALV	0	0	0	0	0	0
Autres	-1 599	959	-4	0	0	-644
<b>Total</b>	<b>-40 036</b>	<b>24 151</b>	<b>-6 693</b>	<b>-1 614</b>	<b>355</b>	<b>-23 837</b>

30.06.2012	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-208	0	-208
Clientèle	-34 458	30 310	-8 321	-644	771	-12 342
. Location financement	-2 418	2 364	-2 098	-3	0	-2 155
. Autres - clientèle	-32 040	27 946	-6 223	-641	771	-10 187
<b>Sous total</b>	<b>-34 458</b>	<b>30 310</b>	<b>-8 321</b>	<b>-852</b>	<b>771</b>	<b>-12 550</b>
HTM - DJM	-4 538	4 469	0	0	0	-69
AFS - DALV	0	12 177	-12 139	-183	0	-145
Autres	-3 204	8 054	0	-42	0	4 808
<b>Total</b>	<b>-42 200</b>	<b>55 010</b>	<b>-20 460</b>	<b>-1 077</b>	<b>771</b>	<b>-7 956</b>

31.12.2012	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-633	0	-633
Clientèle	-80 820	83 291	-23 824	-1 894	1 153	-22 094
. Location financement	-767	2 452	-1 243	-1	0	441
. Autres - clientèle	-80 053	80 839	-22 581	-1 893	1 153	-22 535
<b>Sous total</b>	<b>-80 820</b>	<b>83 291</b>	<b>-23 824</b>	<b>-2 527</b>	<b>1 153</b>	<b>-22 727</b>
HTM - DJM	-1 531	0	0	0	0	-1 531
AFS - DALV	-111	12 177	-11 688	-198	0	180
Autres	-3 026	7 683	-6	-42	0	4 609
<b>Total</b>	<b>-85 488</b>	<b>103 151</b>	<b>-35 518</b>	<b>-2 767</b>	<b>1 153</b>	<b>-19 469</b>

## Note 29 : Gains ou pertes sur autres actifs

	30.06.2013	30.06.2012	Variation		31.12.2012
Immobilisations corporelles et incorporelles	-667	-434	-233	53,69%	-2 736
. MV de cession	-900	-520	-380	73,08%	-2 863
. PV de cession	233	86	147	170,93%	127
Gains ou pertes nets sur titres consolidés	0	-9	9	-100,00%	16
<b>TOTAL</b>	<b>-667</b>	<b>-443</b>	<b>-224</b>	<b>50,56%</b>	<b>-2 720</b>

## Note 30 : Variations de valeur des écarts d'acquisition

	30.06.2013	30.06.2012	Variation		31.12.2012
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	0	n.s.	0
Ecart d'acquisition négatif passé en résultat	0	31 946	-31 946	-100,00%	44 655
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>31 946</b>	<b>-31 946</b>	<b>-100,00%</b>	<b>44 655</b>

L'écart passé en résultat en 2012 concernait l'entrée de Citibank Belgique et OBK dans le Groupe.

## Note 31 : Impôt sur les bénéfices

### Décomposition de la charge d'impôt

	30.06.2013	30.06.2012	Variation		31.12.2012
Charge d'impôt exigible	-29 956	-21 735	-8 221	37,82%	-60 855
Charge d'impôt différé	-12 655	-12 206	-449	3,68%	-19 031
Ajustements au titre des exercices antérieurs	4	121	-117	-96,69%	-1 851
<b>TOTAL</b>	<b>-42 607</b>	<b>-33 820</b>	<b>-8 787</b>	<b>25,98%</b>	<b>-81 737</b>

Le montant publié au 30 juin 2012 pour la "Charge d'impôt différé" était de - 10.927 K€; l'augmentation de cette charge de 1.279 K€ est liée au retraitement des écarts actuariels sur provision IFC dans le cadre de l'application anticipée d'IAS 19 Révisée.

## NOTES RELATIVES A L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES

### Note 32 : Recyclage des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
	Mouvements	Mouvements	Mouvements
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			
Reclassement vers le résultat	156	624	1 699
Autres mouvements	-3 854	17 353	80 597
<b>Sous-total</b>	<b>-3 698</b>	<b>17 977</b>	<b>82 296</b>
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Reclassement vers le résultat	0	0	0
Autres mouvements	977	9 107	-13 248
<b>Sous-total</b>	<b>977</b>	<b>9 107</b>	<b>-13 248</b>
Réévaluation des immobilisations			
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	275	-2 264	-10 071
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	556	-1 280	-1 784
<b>TOTAL</b>	<b>-1 890</b>	<b>23 540</b>	<b>57 193</b>

La ligne "Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies" n'apparaissait pas dans la publication au 30 juin 2012. Elle est liée au retraitement des écarts actuariels sur la provision IFC dans le cadre de l'application anticipée de la norme IAS 19 Révisée.

Les montants publiés au 31 décembre 2012 dans les "Autres mouvements" concernant la "Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente" et sur la ligne "Quote-part des gains et pertes latents ou différés sur entreprises MEE" étaient respectivement de 80.093 K€ et - 1.280 K€. La variation de 504 K€ provient d'une correction d'erreur d'affichage.

### Note 33 : Impôt relatif à chaque composante des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	30.06.2013			30.06.2012			31.12.2012		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-4 891	1 193	-3 698	33 037	-15 060	17 977	133 640	-51 344	82 296
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	1 564	-587	977	14 217	-5 110	9 107	-20 775	7 527	-13 248
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	430	-155	275	-3 543	1 279	-2 264	-15 448	5 377	-10 071
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	556	0	556	-1 280	0	-1 280	-1 784	0	-1 784
<b>Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres</b>	<b>-2 341</b>	<b>451</b>	<b>-1 890</b>	<b>42 431</b>	<b>-18 891</b>	<b>23 540</b>	<b>95 633</b>	<b>-38 440</b>	<b>57 193</b>

Ligne "Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies", voir commentaire ci-dessus.

Les montants publiés au 31 décembre 2012 sur les lignes "Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente" et "Quote-part des gains et pertes latents ou différés sur entreprises MEE" étaient de 81.792 K€ et - 1.280 K€; soit une variation de 504 K€ (voir commentaire ci-dessus).



## V INFORMATIONS SECTORIELLES

En matière d'information sectorielle (IAS14), le CMNE communique sur deux niveaux. L'information par secteur d'activité constitue le premier niveau, et celle par secteur géographique le second niveau.

### Ⓢ Information sectorielle par activité. Premier niveau

Le groupe CMNE est organisé selon six pôles d'activité :

- Bancassurance France
- Bancassurance Belgique
- Entreprises
- Assurances
- Gestion pour compte de tiers
- Services et activités diverses

Le détail des entités composant chacun de ces pôles d'activité est donné dans les tableaux suivants :

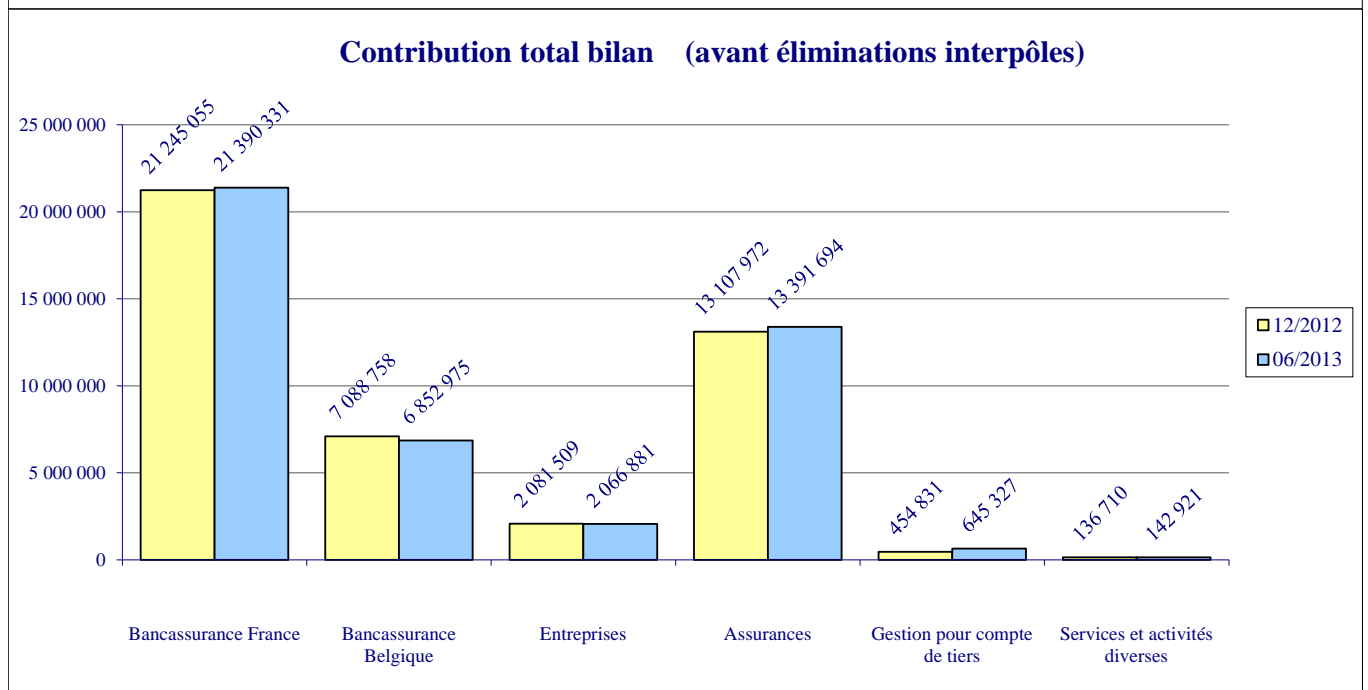
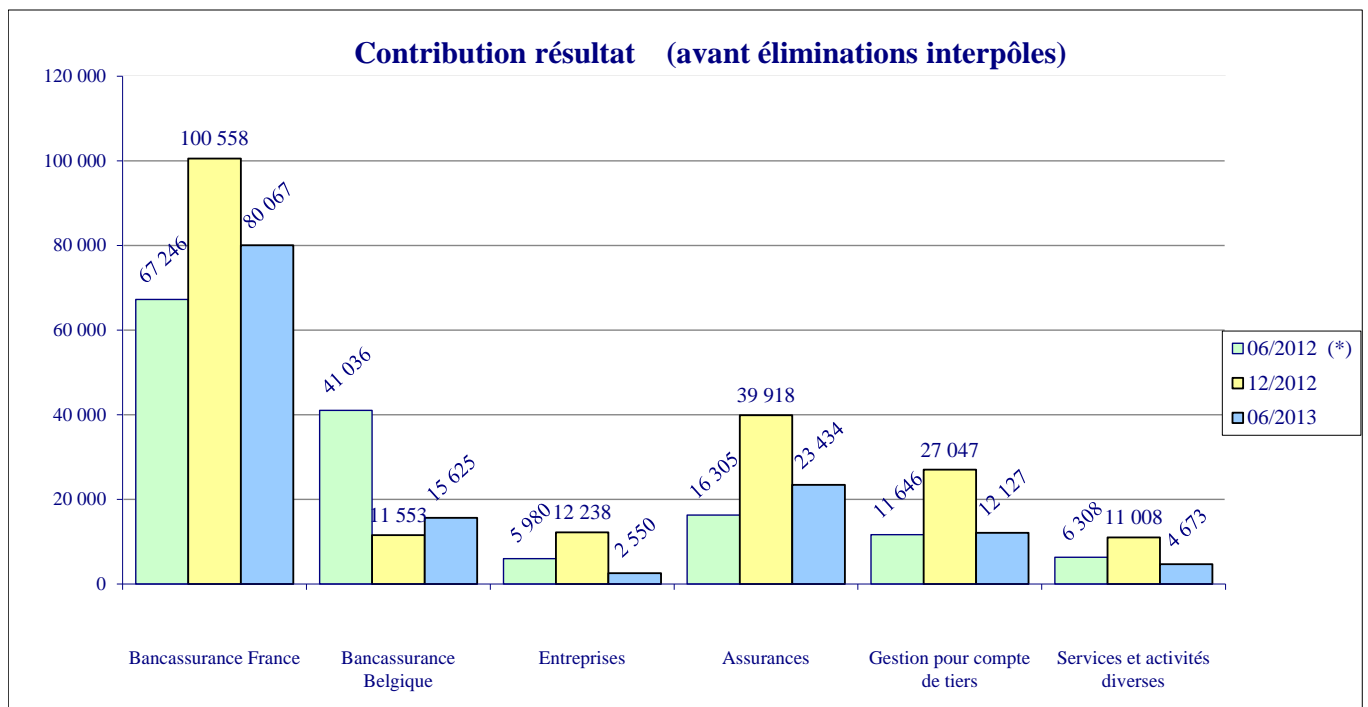
Société	Activité	2012			2013		
		% Intérêt	% Contrôle	Méthode	% Intérêt	% Contrôle	Méthode
<b><u>Bancassurance France</u></b>							
<i>Crédit Mutuel Nord Europe</i>	Etablissement de crédit	100,00	100,00	Sté mère	100,00	100,00	Sté mère
Cumul SCI	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
FCP Nord Europe Gestion	Fonds dédié	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
FCP Richebé Gestion	Fonds dédié	99,82	100,00	IG	97,81	97,99	IG
FCP Richebé Recovery	Fonds dédié	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CMNE Home Loans FCT	Etablissement de crédit	99,89	100,00	IG	99,90	100,00	IG
GIE CMN Prestations	Groupement de moyens	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SA Immobilière du CMN	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
<b><u>Bancassurance Belgique</u></b>							
<i>CMNE Belgium</i>	Opérations financières	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
BKCP SCRL	Etablissement de crédit	95,76	95,76	IG	95,80	95,80	IG
BKCP Securities	Gestion de patrimoine	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Beobank	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CPSA	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Immo W16	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Mobilease	Leasing mobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
OBK	Etablissement de crédit	97,49	98,92	IG	97,49	98,92	IG
<b><u>Entreprises</u></b>							
<i>BCMNE</i>	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Bail Actéa	Crédit bail mobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Lease	Crédit bail immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Batiroc Normandie	Crédit bail immobilier	100,00	100,00	IG	0,00	0,00	NC
GIE BCMNE Gestion	Groupement de moyens	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Partenariat	Capital Développement	99,63	99,65	IG	99,63	99,65	IG
SDR Normandie	Opérations financières	99,80	99,80	IG	99,80	99,80	IG
<b><u>Assurances</u></b>							
<i>Nord Europe Assurances</i>	Gestion collective assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ACMN IARD	Assurance	51,00	51,00	IG	51,00	51,00	IG
ACMN Vie	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CP - BK Reinsurance	Ré assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Courtage CMNE	Courtage assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Life Luxembourg	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Retraite	Gestion PERP	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Pérennité Entreprises	Courtage assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Vie Services	Services informatiques et de gestion	77,50	77,50	IG	77,50	77,50	IG

<b>Gestion pour compte de tiers</b>							
<b>Groupe La Française</b>	Gestion collective	99,06	99,07	IG	99,22	99,22	IG
Cholet-Dupont Partenaires	Gestion d'actifs	50,52	50,52	IP	50,60	50,60	IP
CMH Gestion	Gestion collective	20,91	24,47	ME	20,94	24,47	ME
Conviction asset Management	Gestion collective	29,72	30,00	ME	29,77	30,00	ME
FCT LFP Créances Immobilières	Gestion d'actifs	0,00	0,00	NC	99,43	100,00	IG
Franklin Gérance	Gestion collective	85,44	100,00	IG	85,58	100,00	IG
GIE La Française AM	Groupe de moyens	99,06	100,00	IG	99,22	100,00	IG
Holding Cholet-Dupont	Gestion d'actifs	33,09	33,40	ME	33,14	33,40	ME
La Française AM GP	Gestion d'actifs	99,04	99,98	IG	99,20	99,98	IG
La Française AM IBERIA	Gestion d'actifs	65,39	66,00	IG	65,49	66,00	IG
La Française AM ICC	Recouvrement de créances	99,06	100,00	IG	99,22	100,00	IG
La Française AM International	Gestion de patrimoine	99,07	100,00	IG	99,23	100,00	IG
La Française Bank	Etablissement de crédit	99,44	100,00	IG	99,53	100,00	IG
La Française des Placements	Gestion collective	99,06	100,00	IG	99,22	100,00	IG
La Française AM Finance Services	Immobilier	99,06	100,00	IG	99,22	100,00	IG
La Française Real Estate Managers	Gestion collective	85,44	86,25	IG	85,58	86,25	IG
La Française Investment Solutions	Gestion d'actifs	64,39	65,00	IG	64,50	65,00	IG
LFP Nexity Services Immobiliers	Gestion immobilière	21,05	24,64	ME	21,09	24,64	ME
LFP-Sarasin AM	Gestion d'actifs	99,06	100,00	IG	99,22	100,00	IG
LFP SV	Gestion d'actifs	0,00	0,00	NC	99,22	100,00	IG
NEXT Advisor	Gestion d'actifs	0,00	0,00	NC	99,22	100,00	IG
Nouvelles Expertises et Talents AM	Capital Développement	99,06	100,00	IG	99,22	100,00	IG
Société Holding Partenaires	Gestion d'actifs	50,52	50,52	IP	50,60	50,60	IP
UFG Courtages	Courtage	99,06	100,00	IG	99,22	100,00	IG
UFG PM	Gestion immobilière	85,44	100,00	IG	85,58	100,00	IG
Siparex Proximité Innovation	Gestion collective	46,03	46,46	ME	46,10	46,46	ME
<b>Services et activités diverses</b>							
Actéa Environnement	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CMN Environnement	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CMN Tél	Services	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Euro Information SAS	Informatique	10,15	10,15	ME	10,15	10,15	ME
Financière Nord Europe	Gestion collective	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Finmad	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
NEPI	Opérations financières	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SCI Centre Gare	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Sicorfé Maintenance	Services	34,00	34,00	ME	34,00	34,00	ME
Sofimmo 3	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Sofimpar	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Transactimmo	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG

## Résumé des contributions par pôles

	PNB		RBE		Résultat consolidé			Bilan	
	12/2012	06/2013	12/2012	06/2013	06/2012 (*)	12/2012	06/2013	12/2012	06/2013
Bancassurance France	441 707	266 246	140 926	102 039	67 246	100 558	80 067	21 245 055	21 390 331
Bancassurance Belgique	210 001	141 894	-19 986	32 352	41 036	11 553	15 625	7 088 758	6 852 975
Entreprises	45 178	26 266	20 895	11 757	5 980	12 238	2 550	2 081 509	2 066 881
Assurances	133 170	71 143	73 316	40 694	16 305	39 918	23 434	13 107 972	13 391 694
Gestion pour compte de tiers	135 279	69 669	39 253	15 059	11 646	27 047	12 127	454 831	645 327
Services et activités diverses	6 315	2 272	4 580	1 420	6 308	11 008	4 673	136 710	142 921
Eliminations entre pôles	-54 030	-51 663	-52 590	-52 594	-50 755	-49 804	-51 927	-5 015 734	-4 869 603
<b>Total</b>	<b>917 620</b>	<b>525 827</b>	<b>206 394</b>	<b>150 727</b>	<b>97 766</b>	<b>152 518</b>	<b>86 549</b>	<b>39 099 101</b>	<b>39 620 526</b>

(\*) retraité de la variation des écarts actuariels sur provision IFC



## Synthèse bilan et résultat par pôles

ACTIF	31/12/2012	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		428 787	10 515	675	9 625 761	-	-	(88 773)	9 976 965
Instruments dérivés de couverture		89 769	6 774	-	-	-	-	(39 240)	57 303
Actifs financiers disponibles à la vente		3 306 062	1 311 348	15 609	3 318 402	95 533	26 352	(1 548 641)	6 524 665
Prêts et créances sur établissements de crédit		6 027 960	1 515 661	146 393	31 147	37 063	241	(3 134 104)	4 624 361
Prêts et créances sur la clientèle		9 537 152	4 022 677	1 893 352	50 778	31 685	22	(226 560)	15 309 106
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		51 310	2 348	4 672	-	-	-	-	58 330
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		1 320 109	48 193	-	-	-	-	-	1 368 302
Comptes de régularisation et actifs divers		332 799	84 401	17 439	71 811	55 680	1 644	3 930	567 704
Participations dans les entreprises MEE		-	-	-	-	-	36 911	-	118 021
Immobilisations corporelles et incorporelles		151 107	84 498	3 369	4 433	29 043	26 617	(1 762)	297 305
Ecart d'acquisition		-	2 343	-	5 640	168 916	724	19 416	197 039
<b>TOTAL</b>		<b>21 245 055</b>	<b>7 088 758</b>	<b>2 081 509</b>	<b>13 107 972</b>	<b>454 831</b>	<b>136 710</b>	<b>(5 015 734)</b>	<b>39 099 101</b>

ACTIF	30/06/2013	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		451 558	10 666	428	9 918 998	-	-	(95 885)	10 285 765
Instruments dérivés de couverture		78 426	7 199	675	-	5 230	-	(29 307)	62 223
Actifs financiers disponibles à la vente		3 227 062	1 414 549	15 665	3 300 101	112 870	22 726	(1 686 164)	6 406 809
Prêts et créances sur établissements de crédit		6 500 291	1 194 879	148 015	36 807	91 638	5 379	(2 854 440)	5 122 569
Prêts et créances sur la clientèle		9 478 782	3 989 431	1 882 467	56 473	147 077	23	(223 493)	15 330 760
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		20 193	875	1 932	-	-	-	-	23 000
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		1 135 726	48 552	-	-	-	-	-	1 184 278
Comptes de régularisation et actifs divers		335 464	89 352	13 955	70 222	53 570	2 696	2 112	567 371
Participations dans les entreprises MEE		-	-	-	-	37 283	85 122	-	122 405
Immobilisations corporelles et incorporelles		162 829	95 129	3 744	3 453	28 743	26 251	(1 842)	318 307
Ecart d'acquisition		-	2 343	-	5 640	168 916	724	19 416	197 039
<b>TOTAL</b>		<b>21 390 331</b>	<b>6 852 975</b>	<b>2 066 881</b>	<b>13 391 694</b>	<b>645 327</b>	<b>142 921</b>	<b>(4 869 603)</b>	<b>39 620 526</b>

PASSIF	31/12/2012	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		213 467	1 423	675	-	-	-	(74 450)	141 115
Instruments dérivés de couverture		165 012	34 009	6 360	-	-	-	(38 889)	166 492
Dettes envers les établissements de crédit		3 462 723	546 210	1 454 738	38 905	65 209	10 550	(3 173 504)	2 404 831
Dettes envers la clientèle		9 541 705	5 622 520	322 880	62 434	47 622	-	(26 328)	15 570 833
Dettes représentées par un titre		5 433 526	94 426	4 087	-	-	-	(99 563)	5 432 476
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		461	3 378	-	-	-	-	-	3 839
Comptes de régularisation et passifs divers		350 379	73 355	102 873	794 885	72 871	1 228	(6 373)	1 389 218
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-	-	11 483 756	-	-	(1 314)	11 482 442
Provisions		16 000	84 508	4 444	4 080	2 527	77	43 109	154 745
Dettes subordonnées		150 321	130 690	-	53 017	-	-	(176 762)	157 266
Intérêts minoritaires		408	7 718	44	22 395	8 688	-	(210)	39 043
Capitaux propres hors résultat (part du groupe)		1 810 495	478 968	173 170	608 582	230 867	113 847	(1 411 646)	2 004 283
Résultat de l'exercice (part du groupe)		100 558	11 553	12 238	39 918	27 047	11 008	(49 804)	152 518
<b>TOTAL</b>		<b>21 245 055</b>	<b>7 088 758</b>	<b>2 081 509</b>	<b>13 107 972</b>	<b>454 831</b>	<b>136 710</b>	<b>(5 015 734)</b>	<b>39 099 101</b>

PASSIF	30/06/2013	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		212 628	831	426	-	50 595	-	(159 702)	104 778
Instruments dérivés de couverture		132 118	14 480	4 076	-	-	-	(24 077)	126 597
Dettes envers les établissements de crédit		3 124 594	484 952	1 392 065	35 500	7 472	15 742	(2 853 272)	2 207 053
Dettes envers la clientèle		9 678 781	5 494 408	360 893	73 749	86 670	-	(36 282)	15 658 219
Dettes représentées par un titre		5 799 647	83 286	4 144	-	146 472	-	(150 012)	5 883 537
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		200	3 278	-	-	-	-	-	3 478
Comptes de régularisation et passifs divers		316 499	71 880	111 922	924 667	70 299	1 324	(9 941)	1 486 650
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-	-	11 609 816	-	-	(1 284)	11 608 532
Provisions		14 540	70 598	5 408	2 617	2 877	115	44 448	140 603
Dettes subordonnées		150 315	114 630	-	53 016	-	-	(160 762)	157 199
Intérêts minoritaires		4 988	7 312	41	24 201	10 045	-	(206)	46 381
Capitaux propres hors résultat (part du groupe)		1 875 954	491 695	185 356	644 694	258 770	121 067	(1 466 586)	2 110 950
Résultat de l'exercice (part du groupe)		80 067	15 625	2 550	23 434	12 127	4 673	(51 927)	86 549
<b>TOTAL</b>		<b>21 390 331</b>	<b>6 852 975</b>	<b>2 066 881</b>	<b>13 391 694</b>	<b>645 327</b>	<b>142 921</b>	<b>(4 869 603)</b>	<b>39 620 526</b>

COMPTE DE RESULTAT	30/06/2012	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>234 367</b>	<b>70 907</b>	<b>23 376</b>	<b>60 410</b>	<b>65 454</b>	<b>3 849</b>	<b>(50 393)</b>	<b>407 970</b>
Frais généraux		(152 190)	(57 376)	(11 743)	(31 989)	(47 244)	(894)	(1 105)	(302 541)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>82 177</b>	<b>13 531</b>	<b>11 633</b>	<b>28 421</b>	<b>18 210</b>	<b>2 955</b>	<b>(51 498)</b>	<b>105 429</b>
Coût du risque		(7 125)	888	(1 669)	(183)	3	-	130	(7 956)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>75 052</b>	<b>14 419</b>	<b>9 964</b>	<b>28 238</b>	<b>18 213</b>	<b>2 955</b>	<b>(51 368)</b>	<b>97 473</b>
Quote-part de résultat des entreprises MEE		-	-	-	-	(43)	3 885	-	3 842
Gains ou pertes sur autres actifs		(518)	74	10	-	(9)	-	-	(443)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	31 946	-	-	-	-	-	31 946
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>74 534</b>	<b>46 439</b>	<b>9 974</b>	<b>28 238</b>	<b>18 161</b>	<b>6 840</b>	<b>(51 368)</b>	<b>132 818</b>
Impôts sur les bénéfices		(7 283)	(5 568)	(3 995)	(10 747)	(6 311)	(532)	616	(33 820)
Gains & pertes nets d'impôts / act aband		-	(12)	-	-	-	-	-	(12)
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>		<b>67 251</b>	<b>40 859</b>	<b>5 979</b>	<b>17 491</b>	<b>11 850</b>	<b>6 308</b>	<b>(50 752)</b>	<b>98 986</b>
Intérêts minoritaires		5	(177)	(1)	1 186	204	-	3	1 220
<b>RESULTAT NET (part du groupe)</b>		<b>67 246</b>	<b>41 036</b>	<b>5 980</b>	<b>16 305</b>	<b>11 646</b>	<b>6 308</b>	<b>(50 755)</b>	<b>97 766</b>

COMPTE DE RESULTAT	30/06/2013	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>266 246</b>	<b>141 894</b>	<b>26 266</b>	<b>71 143</b>	<b>69 669</b>	<b>2 272</b>	<b>(51 663)</b>	<b>525 827</b>
Frais généraux		(164 207)	(109 542)	(14 509)	(30 449)	(54 610)	(852)	(931)	(375 100)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>102 039</b>	<b>32 352</b>	<b>11 757</b>	<b>40 694</b>	<b>15 059</b>	<b>1 420</b>	<b>(52 594)</b>	<b>150 727</b>
Coût du risque		(9 156)	(7 656)	(6 638)	-	(365)	(52)	30	(23 837)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>92 883</b>	<b>24 696</b>	<b>5 119</b>	<b>40 694</b>	<b>14 694</b>	<b>1 368</b>	<b>(52 564)</b>	<b>126 890</b>
Quote-part de résultat des entreprises MEE		-	-	-	-	1 257	3 764	-	5 021
Gains ou pertes sur autres actifs		(378)	(282)	8	-	(15)	-	-	(667)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-	-	-	-	-	-	-
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>92 505</b>	<b>24 414</b>	<b>5 127</b>	<b>40 694</b>	<b>15 936</b>	<b>5 132</b>	<b>(52 564)</b>	<b>131 244</b>
Impôts sur les bénéfices		(12 440)	(9 155)	(2 579)	(15 188)	(3 424)	(459)	638	(42 607)
Gains & pertes nets d'impôts / act aband		-	-	-	-	-	-	-	-
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>		<b>80 065</b>	<b>15 259</b>	<b>2 548</b>	<b>25 506</b>	<b>12 512</b>	<b>4 673</b>	<b>(51 926)</b>	<b>88 637</b>
Intérêts minoritaires		(2)	(366)	(2)	2 072	385	-	1	2 088
<b>RESULTAT NET (part du groupe)</b>		<b>80 067</b>	<b>15 625</b>	<b>2 550</b>	<b>23 434</b>	<b>12 127</b>	<b>4 673</b>	<b>(51 927)</b>	<b>86 549</b>

### ⊗ Information sectorielle par zones géographiques. Deuxième niveau

Au CMNE, cette analyse se recoupe avec l'information par activité. En effet, le Groupe exerce sur deux zones géographiques essentielles qui sont la France et la Belgique. Les informations concernant cette deuxième zone sont isolées dans le pôle d'activité Bancassurance Belgique.

## VI AUTRES INFORMATIONS

### ⊗ Les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et non encore appliquées du fait de la date de survenance sont les suivantes :

- ❖ IAS 32 Amendements : Compensation des actifs et passifs financiers ; Application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Incidence limitée.
- ❖ IFRS 10/11/12 et IAS 28 : Normes relatives à la consolidation et à l'information financière des entités non consolidées ; Application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Incidence limitée.

### ⊗ Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les justes valeurs présentées sont une estimation à partir des paramètres observables au 30 juin 2013. Elles sont issues d'un calcul d'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux qui comprend un coût de signature inhérent au débiteur.

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs, les comptes des autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et les contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

Certaines entités du groupe peuvent également appliquer des hypothèses : la valeur de marché est la valeur comptable pour les contrats dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an.

Nous attirons l'attention sur le fait que, hormis les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti ne sont pas cessibles ou ne font pas dans la pratique l'objet de cession avant leur échéance. De ce fait, les plus values ou les moins values ne seront pas constatées.

Si toutefois, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti devaient faire l'objet d'une cession, le prix de cette cession pourrait différer significativement de la juste valeur calculée au 30 juin.

	30.06.2013			31.12.2012		
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins values latentes	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins values latentes
<b>Actifs</b>						
Prêts et créances sur établissements de crédit	4 590 565	4 619 143	-28 578	3 901 754	4 196 459	-294 705
Prêts et créances à la clientèle (*)	16 096 198	15 330 760	765 438	15 983 677	15 309 106	674 571
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 219 794	1 184 278	35 516	1 395 206	1 368 302	26 904
<b>Passifs</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	2 171 418	2 207 053	35 635	2 479 228	2 404 831	-74 397
Dettes envers la clientèle	15 091 871	15 658 219	566 348	14 645 673	15 570 833	925 160
Dettes représentées par un titre	5 989 337	5 883 537	-105 800	5 657 246	5 432 476	-224 770
Dettes subordonnées	157 199	157 199	0	157 201	157 266	65

### Parties liées

	30.06.2013			31.12.2012		
	Entités consolidées par integration globale	Entités consolidées par integration proportionnelle	Entités consolidées par mise en equivalence	Entités consolidées par integration globale	Entités consolidées par integration proportionnelle	Entités consolidées par mise en equivalence
<b>Actifs</b>						
Prêts et créances sur établissements de crédit	1 288 365	0	0	1 297 479	0	0
<i>dont comptes ordinaires</i>	<i>39 449</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>32 470</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Actifs à la juste valeur par résultat	187 760	0	0	188 700	0	0
Actifs disponibles à la vente	458 238	0	0	349 116	0	0
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	141 803	0	0	120 719	0	0
<b>Passifs</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	1 366 934	95	0	1 292 435	104	0
<i>dont comptes ordinaires</i>	<i>35 685</i>	<i>95</i>	<i>0</i>	<i>35 846</i>	<i>104</i>	<i>0</i>
Passifs à la juste valeur par résultat	2 321	0	0	2 632	0	0
Dettes représentées par un titre	10 000	0	0	0	0	0
Intérêts reçus	7 337	0	0	7 900	0	0
Intérêts versés	-9 318	0	0	-9 606	0	0
Commissions versées	0	0	-137	0	0	-610
Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV et JVR	4 278	0	1 120	3 808	0	1 342
Autres produits et charges	5 237	0	-510	11 461	0	-830
PNB	7 534	0	473	13 563	0	-98
Frais généraux	291	0	-6 735	-4 423	0	-17 108
Engagements de garanties reçus	2 610	0	0	0	0	0

### Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est survenu entre le 30 juin 2013 et la date de communication des comptes consolidés semestriels condensés. Ces derniers ont été présentés au Conseil d'Administration du 30 juillet 2013.